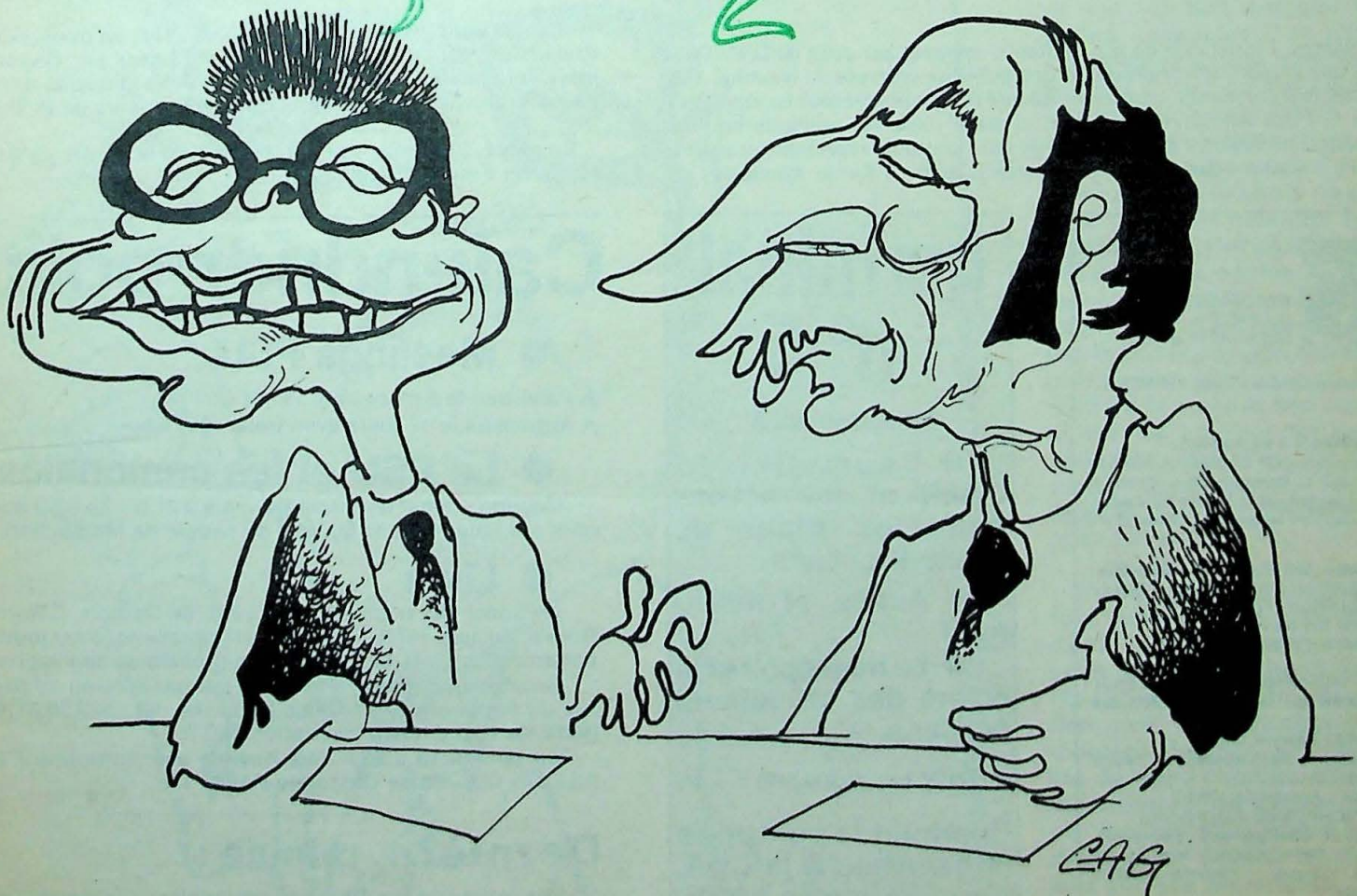




tribune

socialiste

1+1=2 2+2=4 3+3=6 4+4=8 5+5=10 6+6=12 7+7=14 8+8=16 9+9=18
1+2=3 3+5=8 4+7=11 2+2=2 2+1=4 1+7=8 3+4=7 5+6=11 7+2=9
1+1=3 3+5=8 3+7=10 2+4=6 1+1=2
0+0=0 1+1=2 2+2=4 3+5=8 2+1=5
3+4=7 5+5=10 2+0=2 4+1=5 4+2=6
4+1=5 2+8=10 3+5=8 4-2=2



Sommaire

CANTONALES :

Des militants, pas des notablesp.4

SOCIAL :

Pour une plate-forme unitaire des revendications immédiatesp.5

Chômage : la fin de la défense de boutique ..p.6

Michelin : une lutte internationalep.7

E.D.F. : la colère des O.S. de l'informatique ..p.7

Les travailleurs refusent le plan de liquidation de la chaussurep.7

ECONOMIE :

Plan Mitterrand et Vlle Planp.8 et 9

ETUDIANTS :

Le crayon du CERES entre les dents de l'UNEF p.11

FEMMES :

8 mars, Journée Internationale des femmes .p.11

IDEOLOGIE :

Jeunesse et révolutionp.12

INTERNATIONAL :

Lybie : la révolution d'un peuple nomade ...p.13

URSS : 25e congrèsp.14

Sahara espagnol : choisir son destinp.14

Oman : meeting de soutien à la révolution ..p.14

CULTURE :

La coupe sombrep.15

A cheval sur le tigrep.15

des sous des sous...

Nom :

Adresse :

Somme versée :
à l'ordre du PSU « Soutien TS » CCP - Paris
1402044

Tous ensemble nous ferons un nouveau
journal !!!

● et abonnez-vous à TS...

Un nom

une adresse

et un chèque de 100 F

(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F).

TS 9, rue Borromée - 75015
CCP PARIS 5.826.65



Les quatre meetings des sept :

La bataille de l'unité

Des quatre meetings décidés par les sept organisations (PCF, PS, PSU, MRG, CGT, CFDT, FEN), seul celui de Nantes a réalisé une véritable mobilisation militante et populaire. A Paris, le 20 février, le PCF et la CGT n'étaient à peu près représentés dans la salle que par leurs orateurs. A Lyon et à Montpellier, où l'assistance était un peu plus nombreuse (500 personnes) ces deux organisations n'ont guère manifesté plus d'empressement.

A Nantes, l'insistance de nos militants, appuyés par ceux de la CFDT a permis une préparation régionale et une publicité correcte du meeting. Une foule de 4 000 personnes, clamait sa volonté de voir libérer tous les emprisonnés de la Cour de Sécurité de l'Etat, et parmi eux, les militants bretons applaudissaient tous les mots d'ordre de lutte contre la répression et pour le droit d'association dans l'armée, y compris sous la forme syndicale, sur

lesquels insistèrent Edmond Maire pour la CFDT et Victor Leduc pour le PSU. Par contre, l'orateur de la CGT qui reprenait les attaques du pouvoir contre « les menées antimilitaristes » fût vigoureusement conspué.

Les réactions furent identiques à Paris et à Lyon où Michel Mousel fit applaudir les positions du PSU comme Pascal Gollet à Montpellier.

Devant cette attitude du PCF et de la CGT, on trouvera savoureuses ces déclarations de Paul Laurent à Angers, citées par Ouest-France « si aujourd'hui l'action se poursuit en faveur de la libération des emprisonnés et contre la répression, c'est grâce à l'action unitaire du PCF ».

En vérité, l'unité est une bataille. Nantes a montré qu'il est possible d'y remporter des succès. □

Calendrier politique

● Meetings PSU

A Palaiseau le 5 mars avec Victor Leduc.
A Argenteuil le 12 mars avec Geneviève Petiot.

● Le PSU et les cantonales

Meeting - débat le vendredi 5 mars à 21 h « Le PSU donne la parole à ceux qui luttent », à la Maison du peuple de Montauban.

● Livre

A l'appel des travailleurs du Livre de Darbois, Caron-Ozanne, Imro-Rouen, du collectif de luttes dans l'imprimerie, deux journées d'étude se tiendront les 13 et 14 mars sur les problèmes de l'imprimerie.

Inscription dès maintenant à la permanence au siège de Provoya, 14, rue du Faubourg Saint-Denis Paris 10e, tel : 523.36.31 tous les soirs à partir de 18 h. Frais d'inscription : 20 F.

Le samedi 13 à 20 h, fête ouverte avec la troupe Z et Ciné-luttes à AGECA, 177, rue de Charonne PARIS 11e.

Dernière minute :

Les candidats aux élections cantonales de la région parisienne ont été reçus mercredi soir par le juge Gallut et lui ont remis une lutte collective dans laquelle ils demandent la libération du dernier emprisonné.



HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Alain TLEMENEN

Ont collaboré à ce numéro :

G. Andrieux - J.P. Cagnat - M. Desmoulin - V. Fay. - C. Guerche - M. Guillien - M. Lay - F. Laurent - M. J. Lemoy - V. Leduc - C. Nayman - P. Regnier - Y. Sparfel - C. Welger.

Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Cadet Photocomposition - 75009 Paris
Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

Maquette : Chantal Lender

Secrétariat - Documentation : Marie Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

germinal n° 5

Au sommaire :

● Vaumeilh, le
GAER et les actions
dans les Alpes de
Haute-Provence

● Armée et milieu
rural

● Le désespoir et la
colère des viticulteurs
occitans.

Prix du numéro : 1 F.

Commande groupée
60 centimes à la CNA,
9, rue Borromée PARIS
15e.

« contre-pouvoirs » ou pouvoir populaire ?

S'il est une évidence qui ressort du débat télévisé Fourcade-Mitterrand, c'est bien qu'il est impossible de sortir de la crise sans sortir du système et sans que les travailleurs prennent leurs affaires en main.

En technocrate conséquent, Fourcade se préoccupe avant tout de la compétitivité et de profits, en évacuant les problèmes de chômage et de pouvoir d'achat. François Mitterrand se situe dans la même logique de relance de l'économie capitaliste, mais en mettant l'accent sur la consommation. Quelle est, dans le cadre du système, la solution la plus

cohérente ? On peut en discuter à l'infini, tout dépend de la période, de l'environnement, etc. Mais les deux interlocuteurs, s'ils sont en désaccord sur les moyens, ont le même cadre de référence.

On pourrait être surpris du fait que le premier secrétaire du Parti socialiste n'ait pas songé à prendre appui sur les luttes ouvrières, sur les revendications qui les motivent. Mais la raison en est simple. Il lui aurait fallu remanier son plan de fond en comble. Car, au lieu d'un projet rédigé par d'autres experts, et qui recoupe curieusement sur beaucoup de points des propositions du

VII^e plan, on aurait abouti à une mise en cause aussi radicale que concrète de l'organisation capitaliste du travail et de toutes les structures sociales qui la portent.

Pour les travailleurs, en effet, il ne s'agit pas seulement de « réduire les inégalités » ou « l'injustice sociale ». Sur ces thèmes « généreux » comme dit Fourcade, on peut opposer des arguments et des chiffres. Pour l'un la bonne solution sera la formation professionnelle et la lutte contre la fraude fiscale, pour l'autre de meilleurs transferts sociaux ou une répartition plus « équitable » du produit national. S'il

s'agit, au contraire, de s'attaquer aux causes mêmes de l'inégalité et de l'injustice, la question n'est plus de figurer des plans de relance mais de développer l'action des masses contre tous les aspects de la politique du pouvoir, de les appeler à la lutte pour imposer aujourd'hui des formes de contrôle ouvrier et populaire ouvrant demain l'accès au pouvoir des travailleurs.

Ce ne sont peut-être pas des choses bonnes à dire en période électorale quand on vise à capter les suffrages dans les milieux sociaux les plus divers. De ce point de vue, il n'y a pas grand risque à évoquer des « contre-pouvoirs » faussant ainsi totalement la perspective du socialisme autogestionnaire, qui n'est pas celle de contre-pouvoirs concédés aux travailleurs, mais celle de leur propre pouvoir.

C'est un tout autre langage que tiennent les candidats du PSU à ces élections cantonales. Comme le dit Michel Mousel dans *Le Quotidien de Paris* : « nos candidats sont là pour montrer que l'on peut et que l'on doit articuler batailles « sociales » et luttes « politiques ». Que cela rend possible le socialisme ». L'articulation des luttes sociales et des luttes politiques nous avons déjà essayé de la réaliser dans le choix de nos candidats, des militants syndicalistes et politiques (frappés par la répression du pouvoir ou celle du patronat), des chômeurs, des paysans et des femmes en lutte. Même si notre participation est loin d'être à la mesure des possibilités du courant autogestionnaire, elle n'en est pas moins significative. Elle a surtout valeur d'indication pour l'avenir.

Puisque les circonstances font que nous allons vivre les deux prochaines années sous le signe d'élections à répétition, notre préoccupation doit être d'intégrer le moment électoral à l'ensemble de notre combat. Avec le souci majeur de nous en servir comme d'un levier pour développer l'unité de lutte des masses populaires.

Victor LEDUC



Des militants, pas des notables

Parmi ses 160 candidats aux cantoniales, le PSU présente deux inculpés et un soldat. Fabrice Laurent, journaliste en chômage a interviewé pour TS Jean-Claude Valentini, inculpé devant la Cour de sûreté de l'Etat, et Louis Jouve, parachutiste du 1^e RPC de Pau.

TS : Tu es candidat du PSU, mais tu es aussi le porte-parole des inculpés ; comment assumes-tu ces deux fonctions ?

JC Valentini : La fédération du Doubs - Territoire de Belfort a décidé de me présenter aux cantoniales. Le PSU souligne ainsi sa solidarité avec les inculpés en leur donnant une importante tribune d'expression. Il y a 53 inculpés dont 1 est encore en prison. Les perquisitions continuent. Le PSU a été très touché par la vague de répression, et notre candida-

tion au régime Giscard-Chirac-Poniatowski. Ils soutiendront les inculpés en se dressant contre la montée de la répression.

TS : Comment s'organise le soutien à ta candidature ?

JC V : Je n'ai, pour le moment, reçu aucune déclaration de soutien. Il serait pourtant important qu'elle se prononce en faveur des candidats inculpés, surtout que certaines organisations sont très touchées par la répression gouvernementale.

ment (la caserne joue le même rôle que la cité de transit pour les immigrés), d'emploi. Les salariés de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine sont inquiets pour l'avenir, les appelés aussi : certains ont perdu leur emploi durant leur service, la plupart d'entre eux n'ont aucune formation et se demandent s'ils trouveront quelque chose quand ils reviendront à la vie civile. Au camp comme à l'usine, les atteintes contre les libertés se multiplient ; les soldats n'ont toujours pas droit aux libertés d'expression et d'information.

Le nombre des accidents du travail s'accroît sans cesse sur les chantiers, dans les usines. Au camp, il y en a souvent aussi, qui ne sont pas dus à la fatalité. Travailleurs et soldats sont victimes du même système.

Le jeudi 26 février, alors qu'il y avait du brouillard, un accident de GMC tue un caporal-chef engagé, et blesse grièvement un appelé. Un des buts de ma campagne est aussi d'éclaircir les conditions de la mort d'Alain Mercier, le 23 décembre 1975, inapte à la vie militaire, à qui on a fait faire des marches forcées.

TS : Comment ta candidature a-t-elle été perçue par tes camarades, et par les cadres ?

LJ : Je n'ai pas le droit de m'adresser à l'intérieur du camp à mes camarades qui sont pourtant concernés par les problèmes du canton. Pour eux, je suis un porte-parole, un défenseur. Ils ne comprennent pas tout le sens des cantoniales, mais ils apprécient mon initiative. Les cadres montrent de l'intérêt à la candidature d'un para : ils portent de l'estime à un acte qu'ils considèrent comme courageux.

TS : Tu as aussi axé ta campagne sur le contrôle populaire.

LJ : Oui, et à partir de la liaison travailleur-soldat, il était facile de développer les thèmes prioritaires du PSU. Le contrôle populaire sur l'armée, et plus particulièrement sur un régiment de parachutiste est indispensable. Les paras peuvent devenir des instruments de guerre civile. Ils sont prévus pour intervenir à Mayotte, à Djibouti, en Corse. Les travailleurs savent que l'armée a souvent été employée contre eux (postiers, éboueurs, aiguilleurs du ciel). J'insiste enfin sur le contrôle des élus. Les candidats du PSU sont des militants, pas des notables. Voter pour eux, c'est se prononcer contre le pouvoir et sa répression violente, et pour l'instauration de l'autogestion socialiste. □

Propos recueillis par Fabrice LAURENT ■

Qui a tué Régis Jankowsky ?

Il y a maintenant cinq mois, quelques lignes laconiques annonçaient dans la presse régionale la mort de Régis Jankowsky, appartenant à la section des moniteurs techniques de la caserne de Fontenay-le-Comte. Juste quelques lignes pour apprendre qu'un soldat venait de se suicider en se jetant du 3^e étage de l'hôpital militaire de Rennes.

La propagande militaire, qui brille dans l'art des offres alléchantes, propose à certains jeunes de devenir moniteur technique. Le contrat est de deux ans. Plutôt de connaître l'ennui des casernes, la perspective d'apprendre un métier à des jeunes d'Outre-Mer, de les former, semble enthousiasmante. Comme tant d'autres, Régis Jankowsky l'avait cru et avait signé ce contrat.

Mais la vérité est tout autre : tâches répressives à l'égard des jeunes gardes interminables, collaboration en Guyane avec la Légion étrangère pour tracer des routes au coupe-coupe... Voilà l'envers de la médaille du contrat. Voilà ce que, peu à peu, apprend Jankowsky en stage de formation à Fontenay-le-Comte. Il décide de résilier son contrat. La réponse de la hiérarchie militaire est nette : refus absolu. Les tranquillisants prescrits par l'infirmerie ne suffisent pas à calmer son angoisse. Il est poussé au suicide et avale massivement de fortes doses de somnifères.

Transporté d'urgence à l'hôpital de Rennes, il sera sauvé. Et pourtant, à peine rétabli, il prend la décision d'en finir une nouvelle fois et se jette du troisième étage de sa chambre.

Il s'agit d'un dossier accablant ! Qu'attend le juge Gallut pour poursuivre le commandement de la caserne de Fontenay-le-Comte qui a refusé de résilier le contrat de Régis Jankowsky ? Qu'attend le service régional de la police judiciaire d'Angers pour perquisitionner les locaux administratifs du centre de formation des moniteurs techniques ? Elle ne manquerait pas d'y trouver la preuve manifeste d'un complot systématique visant à démoraliser la jeunesse.

Comité Vendéen pour la libération des emprisonnés

Des syndicats dans l'armée... ?

Déjà en 1911
Circularité confidentielle n° 50 du 8 mai 1911 du Président du conseil (Monks) aux préfets, signée du sous-secrétaire d'Etat, Emile Constant.

« Je suis informé que la Confédération générale du travail a invité les Bourses du travail à lui communiquer les noms des jeunes gens qui accomplissent actuellement leur service militaire et qui étaient auparavant affiliés soit à des syndicats, soit aux Bourses du travail, en indiquant d'une façon précise leur adresse au régiment, dans le but de leur faire parvenir des brochures de propagande antimilitariste et aussi pour les engager à refuser le service, au cas où ils seraient commandés pour maintenir l'ordre à l'occasion des grèves. La CGT invite en même temps les militants du parti révolutionnaire à ne rien négliger pour assurer la propagation des doctrines antimilitaristes.

J'appelle votre attention sur l'intérêt qui s'attache à surveiller ce mouvement de la façon la plus active. Je vous recommande de me tenir exactement informé de tous les faits par lesquels il se manifeste dans votre département et de déférer au Parquet les auteurs de tous les actes délictueux qui auront pu être matériellement établis. »

(repris dans Le Peuple français n° 21 - B.P. : 26 - 92190 - Meudon).



ture est une réponse offensive au durcissement du pouvoir.

TS : Comment apparais-tu, face aux autres candidats ?

JC V : Comme un militant, m'appuyant sur une pratique de masse quotidienne. Un candidat du PSU est un anti-notable, un animateur, un porte-parole des travailleurs. S'il est élu, son mandat étant pris en charge par sa section, il ne peut être isolé de la base et reste ainsi le porte-parole des chômeurs, des expulsés. C'est pourquoi, en votant pour le candidat présenté par le PSU, les électeurs affirmeront leur opposi-

TS : Quel contenu politique donnes-tu à ta candidature ?

L Jouve : C'est la candidature d'un homme du rang, solidaire des 53 inculpés. De nombreux civils se sont battus pour nous et nous devons faire entendre notre voix à l'occasion de ces élections. Mais je suis aussi le candidat des travailleurs, des chômeurs, des expulsés...

Durant ma campagne, je fais sans cesse le parallèle entre la situation des 1 500 appelés du camp et celle des 28 000 habitants du canton. Ils ont les mêmes problèmes de transport, de loge-

pour une plate-forme unitaire des revendications immédiates

Le gouvernement, qui refuse toute augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs, s'efforce de rassurer le patronat et de consolider son autorité. Le désaccord entre Giscard et le patronat porte sur les moyens de défense du régime. Giscard s'emploie à préserver sa base sociale, alors que les maîtres de l'économie refusent toute concession, en particulier une réforme de l'entreprise pouvant porter une atteinte même minime à leur pouvoir absolu. Des deux côtés, s'affirme la volonté de faire payer par les travailleurs les frais de la crise.

○ Nous sommes en présence d'une offensive patronale soutenue par le gouvernement, contre les salaires, contre le pouvoir d'achat, contre la Sécurité sociale. On laisse pourrir les grèves avec occupation, qui forment des îlots de résistance ; on passe sous silence la lutte des ouvriers du Livre. On entérine la suppression massive d'emplois dans la chaussure, le textile artificiel, la métallurgie. On autorise le renvoi des délégués du personnel, en violation flagrante de la loi.

Jusqu'à présent, les ouvriers s'en tiennent à la défensive, la menace du chômage pèse lourd sur leur volonté d'action. C'est pourquoi ils se limitent dans l'immédiat à pallier les effets de la crise sur leur niveau de vie. Les négociations salariales dans le secteur public se heurtent aux directives officielles que rejettent tous les employés de l'Etat. On est loin des « contrats de progrès », chers à Chaban et à Delors ! Dans le secteur privé, on cherche à briser les actions revendicatives. A Sidelor, les ouvriers, après une grève longue et dur, ont dû reprendre le travail sans obtenir satisfaction.

L'offensive de la bourgeoisie n'est qu'à ses débuts. Si une riposte unitaire ne lui est pas opposée, elle va se déployer largement. C'est pourquoi il est nécessaire et urgent d'élaborer et de faire adopter par les organisations ouvrières, politiques et syndicales, une plate-forme des revendications immédiates. Elles permettraient de mobiliser les hésitants, de bloquer l'offensive de la bourgeoisie et de passer à la contre-attaque.

Le PSU a soumis aux autres organisations ouvrières un projet de plate-forme revendicative commune. Pour arriver à un accord aussi large que possible, il lui paraît nécessaire de trouver un dénominateur commun, en partant des besoins élémentaires les plus immédiats. Pourrait servir de point de départ l'élaboration d'un indice réel du coût de la vie (et non plus des prix), avec la participation et sous le contrôle des organisations syndicales et des coopératives. Elle permettrait d'empêcher les manipulations multiples de l'indice officiel.

On ne pourrait stopper l'offensive anti-ouvrière qu'à deux conditions : que la riposte soit unitaire ; que les revendications soient considérées comme vitales par la masse des travailleurs.

Toute exclusive, toute distinction entre les organisations ouvrières, seraient préjudiciables aux intérêts de tous. C'est un large front de classe, animé d'un esprit unitaire et d'une volonté résolue d'action, qu'il faut opposer aux empiètements grandissants de la bourgeoisie.

« voleurs » d'emplois, qui exécutent en majorité cette sorte de tâches.

Il importe de promouvoir sans tarder une action solidaire des ouvriers français et étrangers, contre la campagne chauvine, pour la réduction du temps de travail, pour le paiement intégral des heures perdues, pour le contrôle, par le comité d'entreprise, des cadences et du rendement, ainsi que, — ce qui est essentiel ! — des licenciements.

Pour les chômeurs, il faut obtenir la simplification des formalités d'inscription, l'unification des

rieure, mettrait en mauvaise posture les tenants du « libéralisme avancé ».

En tant que consommateurs, les travailleurs subissent de plus en plus les effets néfastes de la hausse des prix. Il faut imposer la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité, combattre les hausses des prix et des tarifs en formant les comités de consommateurs et d'usagers, qui permettraient de contrôler les marges bénéficiaires ; de s'opposer à l'augmentation des loyers, des tarifs de transports, du gaz et de l'électricité.



Assemblée générale des travailleurs de Fougères Rehaut.

Les travailleurs sont attaqués sur plusieurs plans à la fois : en leur qualité de producteurs, de consommateurs et de citoyens. Sur ce dernier point, une riposte commune, tardive et de faible envergure, a permis de freiner une opération répressive, qui est loin d'être terminée et qui risque, si elle n'est pas arrêtée, de s'étendre sur d'autres terrains de la lutte des classes.

En leur qualité de producteurs, les travailleurs sont poussés à intensifier leur effort et à accroître leur productivité. C'est pourquoi la relance industrielle, dont on ignore l'ampleur et la durée, n'entraîne pas la diminution du chômage ; parfois même, grâce à la modernisation technique, elle contribue à l'augmenter (notamment dans l'imprimerie). Pour diminuer le chômage, on tend à orienter les jeunes Français vers les travaux pénibles et dangereux, en leur faisant miroiter la prétendue « revalorisation du travail manuel » et le renforcement des mesures de sécurité. On veut en même temps les dresser contre les ouvriers étrangers, ces

indemnités de base et la suppression des délais. Soutenir, afin d'y parvenir, la formation des comités unitaires de chômeurs, en liaison avec les syndicats, et l'ouverture des consultations juridiques gratuites à proximité des agences pour l'emploi.

Les travailleurs sont attaqués en même temps en leur qualité de consommateurs et d'usagers. Les saisies, les ventes publiques et bientôt les expulsions vont se généraliser, ruinant et jetant dans la rue de nombreux chômeurs. Ceux-ci sont incapables de payer les impôts, les loyers, les charges locatives, les dettes diverses contractées avant la perte de l'emploi.

Il ne suffit pas de s'opposer aux saisies, quand elles sont ordonnées. Les partis de gauche doivent déposer d'urgence une proposition de loi, accordant aux chômeurs le moratoire de paiement, ainsi que la gratuité des transports en commun, des soins médicaux, pharmaceutiques et hospitaliers. Une telle proposition, soutenue par une pression exté-

D'autres mesures, plus vastes et plus profondes, peuvent et doivent être envisagées : la gestion de la Sécurité sociale sous contrôle ouvrier, la nationalisation de l'industrie pharmaceutique, de la sidérurgie, des usines d'automobiles, qui s'enrichissent grâce aux subventions étatiques et aux prix monopole.

Et, bien entendu, le passage des luttes revendicatives, atteignant une certaine ampleur, aux luttes politiques, fait partie d'une même dynamique de lutte des classes. Telles sont les perspectives qui s'ouvrent à plus long terme et que l'ébranlement profond du capitalisme dans les pays de l'Europe méridionale rend vraisemblable.

Dans l'immédiat, cependant, c'est la conclusion d'un accord global, en vue des actions revendicatives communes, qu'attendent les travailleurs. Il est du devoir des organisations ouvrières de ne pas décevoir cette attente.

Victor FAY ■

La fin de la défense de boutique ?

A entendre nos gouvernants, il paraît que cela va mieux dans le domaine de l'emploi, la sortie du tunnel serait en vue. La réalité est tout autre ; les agences de l'ANPE n'offrent pas plus d'emplois que pendant les mois qui viennent de s'écouler. Les fermetures et les licenciements continuent.

Le million et demi de chômeurs se maintient et se maintiendra encore longtemps si nous attendons la bonne volonté du pouvoir et du patronat pour régler nos problèmes. Seule l'organisation massive des chômeurs en liaison avec ceux qui sont encore dans les entreprises peut faire reculer ceux à qui profite la crise, pour imposer le droit à l'emploi et l'assurance d'une indemnité qui permette de vivre.

Le danger du chauvinisme

Nous avons à la fin de l'année 74 devant la montée constante du nombre de chômeurs, proposé à l'ensemble des organisations ouvrières, politiques et syndicales, de prendre le problème en mains, unitairement. Il s'agissait de propositions faites en fonction d'une situation qui allait en s'amplifiant

pour atteindre son point culminant un an après. Nous pensions que lorsque le chômage atteint des proportions massives, cela représente un certain nombre de dangers importants pour la classe ouvrière.

Tout d'abord, cela peut entraîner une démobilisation des travailleurs qui sont encore à la production. Cela ne favorise pas les luttes sur les salaires et les conditions de vie. Il peut y avoir aussi, exploitées par des organisations racistes, des réactions chauvines anti-travailleurs immigrés.

D'autre part, les travailleurs sans emploi ne sont plus dans leur milieu d'évolution, qui est l'entreprise où l'on se sent plus soudé, où les réactions sont collectives et permettent d'organiser la réplique aux décisions patronales. Diverses initiatives furent prises au cours de l'année 74 ; les assises départementales des jeunes pour l'emploi étaient de celle

qui auraient dû permettre une mobilisation importante à l'appel de la CGT et de la CFDT, avec l'appui de l'ensemble des organisations de jeunesse. Cette initiative fût bloquée par les divergences qui existaient entre les JC et les JS et finalement par l'exclusion des organisations politiques du comité d'initiative. De ce fait la campagne n'a pu atteindre les objectifs que l'on pouvait espérer.

Des initiatives... mais pour qui ?

La manifestation des jeunes du 4 octobre aurait pu relancer des actions d'envergure ; on peut regretter qu'elle soit restée sans lendemain. De nouvelles initiatives sont prises aujourd'hui : notamment les Etats généraux des comités CGT de jeunes sans emploi, le 11 mars. La CFDT organise également une rencontre nationale de ses comités de chômeurs. Une coordination des comités existe sur la région parisienne. Enfin la JOC traitera du problème de l'emploi au cours d'un grand meeting des apprentis les 19 et 20 juin à la Bastille.

Toutes ces initiatives pourraient faire penser qu'il y a une mobilisation réelle pour engager une bataille importante sur le problème de l'emploi. Sur le plan des revendications à opposer à nos adversaires elles sont communes, avec des nuances certes, mais en général tout le monde réclame une diminution du temps de travail, l'avancement de l'âge de la retraite, le maintien du pouvoir d'achat et pas d'augmentation de la productivité. Il y a donc un accord global mais des actions dispersées où chacun défend sa boutique.

La majorité des travailleurs français ne sont pas syndiqués ; ce n'est pas lorsqu'ils sont sortis de la production qu'ils éprouvent la nécessité de s'organiser syndicalement. Le problème se situe donc au niveau de l'organisation en tant que travailleur privé d'emploi. Cette organisation ne peut se concevoir que dans un cadre de large unité populaire. Des comités de chômeurs constitués en commun par les deux organisations syndicales qui se battent sur des positions de classe, soutenus par l'ensemble des organisations ouvrières, permettraient des actions importantes.

Les comités qui existent déjà ne peuvent être considérés que comme des embryons et devraient disparaître au profit d'une organisation de masse des chômeurs en liaison avec les travailleurs qui sont dans la production, afin de pouvoir se battre ensemble sur des objectifs unifiants permettant de globaliser l'action et d'imposer une autre politique au patronat et au pouvoir.

Pierrot REGNIER



Les chômeurs, il faut les décrisper !

AGRICULTURE : spécial-salon et salon spécial

Le salon de l'agriculture qui transforme l'agriculteur en machine à produire aura lieu du 7 au 14 mars. Le PSU attend les paysans avec Germinal spécial salon, porte de Versailles, et les invite à participer aux soirées-débats organisées par les élèves de l'Institut national agronomique Paris Grignau et de l'Institut technique de Paris, tous les soirs à 20 h, du 7 au 12 mars, à INODEP, 34 avenue Reille, Paris 14e (m° cité universitaire) et le 13 mars de 14 à 18 h au salon même. Débat : la femme dans l'agriculture. □

VITICULTEURS : les foudres en perce

Les viticulteurs du midi tiennent leurs promesses ! Le raid organisé par une centaine d'entre eux contre un des plus importants trafiquants du négoce en Beaujolais : Ramel, en est la preuve.

Les viticulteurs du Beaujolais dénoncent depuis belle lurette les firmes du même genre, que ce soit la « Seagream » du domaine de Pizay, ou Ramel, mais celles-ci jouissent de l'appui et des complicités du pouvoir. Ils continuent tranquillement à exploiter les viticulteurs ainsi que leurs propres employés.

Ils coulent la renommée de vignobles réputés, mais ils sont à l'abri des contrôles fiscaux et des fraudes. La vinasse ne doit pas tacher les toges princières des notables de la majorité, leurs complices locaux.

Gageons que les barres à mine et les haches des vigneron occitans qui ont éventrés cuves et citernes du sieur Ramel, ne feront pas couler que du pinard, sur les pavés de Meximieux. En pleine campagne cantonale c'est à l'encre rouge que certains vont se trouver décrits en bien mauvaise posture !

M. GUILLEN

Nouveau !!!

DECOUVERTE ET CULTURE, LOISIRS

présente sa brochure :

PORTUGAL ETE 75

Ouvrage collectif des groupes DCL. Prix 10 F + 2 F de port.

Commande individuelle et groupée à passer à Découverte et Culture, Loisirs, 4, rue d'Aligre, 75012 - PARIS.

Michelin : une lutte inter- nationale

Depuis huit semaines, les travailleurs de l'usine Michelin de Vannes (Tréfilerie) sont en lutte avec leurs sections syndicales C.G.T. et C.F.D.T. pour leurs revendications : augmentation uniforme des salaires ; révision des classifications ; relèvement des coefficients ; suppression du salaire au rendement ; conditions de travail et remise en cause de l'autoritarisme hiérarchique.

D'autres actions ont eu lieu aux usines Michelin de Troyes, d'Epinal, de Cholet et certains ateliers de Clermont-Ferrand, siège de la Société, sur les mêmes revendications.

En Espagne ce sont actuellement trois usines Michelin (Aranda, Valladolid, Lasarte) qui sont en grève illimitée malgré la sauvage répression qui s'abat sur les travailleurs et plus particulièrement sur les militants des organisations clandestines (S.T.V. - U.S.O. - Commissions Ouvrières). Le refus des travailleurs espagnols d'effectuer les heures supplémentaires imposées par Michelin est à l'origine du conflit. Il faut savoir en effet que certaines dimensions de fabrication des pneus tourisme ont été retirées de Clermont-Ferrand sous prétexte de difficultés du marché international, posant aux travailleurs de l'usine mère des problèmes d'emploi.

Actuellement le conflit engagé à Vannes connaît une nouvelle ampleur : la répression antisyndicale de Michelin a frappé les travailleurs. Sous prétexte de séquestration, une procédure de licenciement à l'encontre de trois militants de l'entreprise, deux délégués C.G.T. et un C.F.D.T. a été demandée. L'objectif du trust multinational Michelin est la conquête du marché mondial du pneumatique. Michelin, patron d'un véritable empire de puissance et de profits sans cesse accrus, pour mettre en œuvre cette politique, bénéficie du soutien du libéralisme Giscardien (rappelons pour mémoire l'affaire de la restructuration de l'industrie automobile française où Michelin, qui est en fait le réel patron de Citroën, a bénéficié de plusieurs milliards d'aide de l'Etat).

Michelin, entreprise familiale paternaliste dispose de plus de trente usines aux quatre coins de France et d'Europe permettant de diminuer l'emploi à la maison-mère de Clermont, et dans les usines de France. Pendant ce temps les travailleurs d'Espagne font des heures supplémentaires, pour augmenter la productivité du trust.

Parallèlement, Michelin utilise la répression. En Espagne, ce sont les licenciements et la prison pour la majorité des militants. En France et ailleurs, ce sont les entraves au droit syndical, les sanctions contre les militants, l'application restrictive des lois sur l'hygiène et la sécurité.

Actuellement, les travailleurs d'Espagne et de Vannes en lutte posent avec acuité tout le problème de la solidarité nationale et internationale des travailleurs contre les firmes multinationales.

Le P.S.U. appelle l'ensemble des travailleurs à développer dans toutes les usines Michelin la solidarité dans l'action et sur les mêmes revendications aux ouvriers de Vannes et d'Espagne actuellement en lutte.

Section PSU — Michelin

EDF : La colère des O.S. de l'informatique

La décision gouvernementale de n'autoriser E.D.F. qu'à une augmentation des salaires de 7 % en 1976, a été signifiée aux fédérations syndicales le 18 février. Ce seraient les agents d'abord, les clients ensuite, par une augmentation de 15 % des prix, qui paieraient les centrales nucléaires, alors qu'E.D.F. continue de vendre à perte aux gros industriels.

Le lundi 22 février, les directions refusent de discuter sur l'ensemble du cahier de revendications du S.T.I., déposé un mois plus tôt.

Mardi 23 février coup de tonnerre au Service du Traitement de l'Information (S.T.I.) à Issy-les-Moulineaux : tous ceux qu'on peut appeler les O.S. de l'informatique décident une grève de 24 h reconductible, soutenus par les organisations syndicales CGT, CFDT, FO. Aussitôt ils élisent en assemblée générale un comité de grève composé de deux représentants par syndicat et de 15 membres élus par chacun des divers secteurs en grève.

Ce comité de grève prend immédiatement la décision de couper les ordinateurs, ce qui bloque entre autres la comptabilité, l'encaissement des factures, et gêne tous les travaux EDF dans le sud de Paris (les rendez-vous chez les clients sont gérés par ordinateurs). Il lance un appel aux autres centres informatiques (Clichy, Orléans, Lyon, Toulouse) pour qu'ils se joignent à eux, ce qui a été réalisé le vendredi 27 février, malgré les réticences de la CGT à engager un tel mouvement. (Elle vient de se désolidariser de certaines revendications jugées utopiques, à Lyon).

Le comité de grève organise l'occupation des locaux, les piquets de grève pour la nuit et le week-end, l'information intérieure et extérieure, et participe, aux côtés des organisations syndicales, à tous les contacts avec les directions.

Quotidiennement, il soumet à l'assemblée générale toutes les propositions qui lui sont faites. Les 1 100 agents du STI réclament :

— des reclassements de postes et la possibilité d'avoir un déroulement de carrière satisfaisant ; une politique de reconversion, qui ne se limite pas à des paroles ; la suppression de l'utilisation du personnel intérimaire et de sociétés de service ; une augmentation des effectifs avec réduction du temps de travail ; la suppression du travail de nuit (2 postes de 6 à 20 h au lieu de 7 à 23 h) ; l'intégration des primes dans le salaire.

La direction sait où trouver l'argent pour financer son programme nucléaire trop ambitieux. Cela ne doit pas se faire au détriment des agents. □

Nantes : de l'incitation à la débauche...

Un éducateur de prévention spécialisée et l'ex-président de la maison de jeunes des Dervallières à Nantes sont inculpés d'« incitation de mineurs à la débauche » depuis janvier 1975. L'avis d'ordonnance est rendu, ils vont passer en correctionnelle le mercredi 10 mars à 14 h — Tribunal de Nantes. L'histoire est édifiante :

L'éducateur, sollicité pour accompagner des jeunes à un week-end à la campagne, leur fait prendre en compte le problème de leurs relations sexuelles en les mettant face à leurs responsabilités (grossesse, mariage précoce). Le groupe décide lors d'une réunion, l'achat de préservatifs mis à la disposition de ceux qui le désirent. C'est pour cela qu'ils ont été inculpés. C'est toute une pratique éducative qui est mise en accusation à travers cette inculpation : actions collectives éducateurs-population ; refus de collaborer avec les services de police ; travail avec des groupes de jeunes et non avec les seuls individus (contrairement à ce qui est demandé aux travailleurs sociaux).

Un comité de soutien est créé auquel adhèrent de très nombreuses sections syndicales CGT et CFDT, des associations familiales et populaires de quartier, des organisations politiques : PSU, PS Nantes, LCR, Révo...

Face à la politique répressive, soyons tous des incitateurs.

Meeting région parisienne : lundi 8 mars - 20 h 30 à l'Ageca 77, rue de Charonne - Paris 11e. Mobilisation : tous à Nantes au Tribunal. □

social en bref...

● Unelec : contre la grille

Depuis 68, l'usine Unelec (Vierzon), du trust CGE a connu de nombreux conflits avec occupation. Les travailleurs récidivent. Depuis 5 semaines, ils tiennent bon. Ils réclament une augmentation générale des salaires et remettent en cause la grille hiérarchique appliquée dans la métallurgie.

Un mouvement de soutien s'est organisé à l'initiative des grévistes : collectes, journée portes ouvertes, concours de belote, bal populaire. Le PSU œuvre au renforcement de ce soutien et appelle les ouvriers, les paysans, les lycéens, les groupes culturels et les artistes à prendre contact avec les travailleurs en grève : Section CGT, CFDT Unelec, Route de Neuvy, 18100 Vierzon.

● Caron Ozanne : Ouest-Licenciements vivra

Après plus de 8 mois de conflit, patronat et Pouvoirs Publics continuent de jouer le pourrissement et se préparent à faire évacuer l'usine. Mais après plus de 8 mois, les grévistes continuent de façon active leur occupation et viennent de sortir le 8e numéro de Ouest Licenciements. Ce huitième numéro de Ouest Licenciements risque fort le dernier imprimé dans l'usine occupée. Mais conscients de l'arme qu'il représente pour leur victoire et celles des autres travailleurs en lutte, les grévistes de Caron Ozanne ont décidé de continuer de sortir ce journal par d'autres moyens. Et pour donner le maximum de force à cette décision, ils ont décidé d'ouvrir les colonnes du prochain numéro non seulement aux travailleurs de la région mais à tous les travailleurs en lutte du pays. Pour écrire s'adresser à : Hubert Grammare 25 rue du Père Samson 14000 Caen.

● Valence : on veut boulonner

Les 350 travailleurs de la Boulonnerie Calibrée à Valence (Drôme) ont décidé en Assemblée Générale, le 25 février 1976, d'occuper l'entreprise, décision prise à une très grande majorité, à l'appel des organisations syndicales (CFDT majoritaire à 80 %).

Cette entreprise travaillant pour l'automobile, a eu de gros problèmes de gestion ces dernières années, a vu la démission de son Conseil d'Administration le 28 juillet 1975, le dépôt de bilan le 26 septembre et a procédé à des licenciements collectifs le 23 décembre 75. Aussi, les travailleurs, veulent faire de leur entreprise, la maison du chômeur Valence.

« QU'IMPORTE LA C POURVU QU'IL MA

Au-delà des chiffres et des mots que Mitterrand et Fourcade ont échangés l'autre soir, il s'agit de voir dans quelles perspectives cohérentes ils s'insèrent. De ce point de vue, on apprend beaucoup en étudiant le plan « dit du 27 janvier », dans lequel, reprenant son contreplan de relance de l'automne, le leader du PS s'efforce d'articuler sa vision de l'avenir économique en trois étapes.

○ Inutile de s'apesantir sur des mesures bien connues de la première, concernant le recrutement du personnel supplémentaire dans les administrations ou la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité. Nous ne pouvons que les trouver logiques. Mais l'essentiel est ailleurs : dans « la politique industrielle » qui se dégage de ces propositions et qui définit en fait et très concrètement l'attitude que le Parti socialiste entend adopter à l'égard du pouvoir et du capital lui-même (cf notre encadré).

cousins, cousines...

De ce point de vue, il faut bien admettre que les perspectives sont pour le moins ambiguës et qu'elles « cousinent » étrangement avec celles que les experts du gouvernement (qui sont aussi ceux de l'opposition, prétend Ponia) concoctent pour le VII^e plan. L'objectif poursuivi par les uns et par les autres apparaît bien « de renforcer la compétitivité de l'industrie française sur le marché mondial ».

Pour le PS, qui ne fait que reprendre les ambitions et les rêves de la politique industrielle gaulliste, il s'agit de préparer la constitution de ces « multinationales nationales », chères à Jacques Attali, qui permettraient d'exaucer les vœux de Fourcade quand il souhaite « affirmer notre place dans le contexte mondial ».

La dernière partie du plan Mitterrand propose, très logiquement, la constitution de ces grands groupes nationaux, et la restructuration sélective de l'industrie française autour de quelques secteurs clés ; informatique, électronique, automobile, construction mécanique, chimie lourde, constructions navales et aéronautiques, pharmacie et industrie alimentaire. Ce sont en fait les mêmes que ceux qui constituent, dans le VII^e plan gouvernemental, les pivots du redéploiement industriel. Si l'objectif est le même : intégration de l'industrie française dans le nouvel ordre économique mondial, les moyens diffèrent quand même quelque peu.

En effet, Giscard veut intégrer l'industrie française par l'inter-

médiaire de la fusion de capitaux français et américains (ex : Honeywell-CII). Il s'agit pour lui de négocier, avec les firmes US « non-leaders » dans leurs branches, les avantages qu'elles retireraient d'une association financière avec les firmes françaises. Ainsi le rapport de la commission de l'industrie du VII^e plan fait valoir que « la France peut être un bon intermédiaire entre les USA et les pays en voie de développement ; que ces accords peuvent permettre un contrôle américain sur les techniques françaises ; qu'ils permettent aux firmes US de profiter d'un potentiel de recherche financé par l'Etat français ; qu'ils ouvrent aux Américains les marchés publics français » !!! (sans commentaires...).

Mitterrand veut, lui, développer les industries nationales en s'appuyant sur une nationalisation du système de crédit qui permettrait une meilleure orientation des moyens financiers, et sur un consensus national, nécessaire pour gagner la bataille de la production, obtenu en réduisant les inégalités. L'amélioration du sort des travailleurs n'est pas un but mais un moyen de mieux placer le capitalisme français sur l'échiquier mondial. Si les moyens

changent quelque peu, la logique reste la même : celle du capitalisme.

l'inflation sans cœur

C'est précisément ce qui inquiète dans la perspective de nouvelle croissance abordée par la troisième partie du plan Mitterrand et qui revient purement et simplement à renvoyer le socialisme aux calendes.

Derrière les titres pompeux : « nouveau mode de production », « nouveau mode de répartition du pouvoir », on découvre un salmigondis dérisoire de réformettes et de perspectives vagues. Comment prétendre à un nouveau mode de production en « modifiant le rapport capital/travail » (selon des voies qui ne sont pas précisées) « en réduisant considérablement la durée du travail, en allongeant la durée de vie des objets » si on ne définit pas ce qui est impliqué par ce genre de formules choc.

Prétendre mettre fin au marché du travail est certes généreux. Il l'est encore plus de donner à chacun une « garantie absolue d'emploi » en assurant le « contrôle par les travailleurs de leurs droits sociaux » ; mais on se demande d'autant plus sur quoi repose cette assurance que les propositions concernant les problèmes du pouvoir sont d'une faiblesse insigne.

D'abord, notons-le au passage, il ne s'agit nullement, même dans

cette troisième période (dont l'horizon se situe en 1980), d'amorcer la marche vers le pouvoir des travailleurs. Il s'agit simplement de mieux répartir le pouvoir en en donnant un peu plus peut-être aux travailleurs ou à leurs représentants, mais en sous-entendant que l'essentiel, celui de décider de l'orientation de la production et des conditions mêmes de cette production, reste l'apanage des capitalistes. Le texte n'y va pas par quatre chemins : à quoi croyez-vous que cette « meilleure répartition du pouvoir » doive aboutir ? A permettre aux travailleurs de décider de leur propre sort ? Vous n'y êtes pas : il s'agit tout bonnement

Extraits du « plan Mitterrand » présenté le 27 janvier 1976

Deuxième étape : une autre politique économique (de 1976 à 1978).

L'essentiel de la nouvelle politique économique se manifestera à travers les premières réformes de structure :

1) Politique industrielle : la compétitivité et l'économie

La politique budgétaire ne suffit pas à donner un sens à une nouvelle politique économique. Pour être efficace, elle a besoin d'autres moyens. En particulier d'une politique industrielle dont l'objectif soit d'assurer à la fois compétitivité et autonomie en réorientant l'offre.

A - La nationalisation du système de crédit et des grandes entreprises prévue par le Programme commun de la gauche, afin d'entreprendre une restructuration compétitive et sélective des secteurs-clés de l'économie française. A notre sens, les secteurs à développer en priorité sont l'énergie, l'informatique, l'électronique, l'automobile, la construction mécanique et les machines-outils, les chantiers navals, l'aéronautique, la chimie lourde, la pharmacie et le secteur alimentaire. De grands groupes nationaux de taille suffisante pour assurer à la France son autonomie technologique et financière, doivent être constitués dans ces secteurs, conformément aux orientations du Plan démocratique dont l'élaboration doit être immédiatement entreprise. Pour mener la politique industrielle, la sélectivité du crédit sera assurée par une refonte du système bancaire, permettant de définir une banque chef de file pour chaque entreprise et d'appliquer des critères simples de sélectivité.

B - La vérité des comptes des entreprises par réévaluation des bilans des entreprises (associée à une indexation des prêts et des dépôts, en limitant les taux d'intérêt créditeurs nets à la valeur de la productivité nationale) et par l'élargissement au « cash flow », plus une part des frais généraux de l'assiette de l'impôt sur les sociétés.

C - La mise en place d'incitations à la création d'entreprises nouvelles, en particulier d'entreprises créatrices d'emplois, par des mécanismes d'assurance contre les risques de faillite et de prêts bancaires prioritaires aux PME.

D - La suppression des aides à fonds perdus aux entreprises en les remplaçant par des prises de participations au capital des collectivités territoriales et de la Banque Nationale d'Investissement.



COULEUR DU CHAT... CHANGE LA SOURIS... »

de « mieux contrôler l'inflation »... On comprend qu'il suffise, si c'est le seul objectif poursuivi, « de décentraliser l'appareil d'Etat et de développer le pouvoir des associations de consommateurs »...

de quelques absences

Rien, à aucun moment, ne concerne les problèmes que les luttes des travailleurs posent dès aujourd'hui : contrôle des cadences, contrôle de l'orientation de la production. En fait, les luttes, et à la limite les travailleurs, sont absents de ce plan mijoté par les experts du PS. Les vraies questions sont en fait éludées.

Si les travailleurs sont absents de l'épure, c'est qu'à aucun moment, la liaison entre le pouvoir et la division du travail imposée par le capital n'est clairement prise en compte. Le pouvoir c'est l'affaire des politiciens et éventuellement... des consommateurs, mais pas des travailleurs dans leur entreprise. C'est pourtant là que réside le problème : seule une mobilisation populaire peut créer un autre type de pouvoir et de société. Les ouvriers qui aujourd'hui s'opposent à la restructuration capitaliste de leur entreprise, ceux qui luttent pour contrôler l'orientation de l'investissement et de la production se retrouveront difficilement dans le

processus élaboré par le brain-trust de Mitterrand.

Mais les travailleurs ne sont pas les seuls absents. Les capitalistes aussi n'existent plus guère. On prévoit bien de nationaliser quelques entreprises (sans dire lesquelles) mais on n'imagine pas qu'il leur viendrait à l'idée de mettre des bâtons dans les roues de l'expérience socialiste. Pour contrôler ces quelques multinationales qui ont déjà fait merveille au Chili ou au Portugal, on se contentera de « suivre de près les marchés financiers... ». Pour le reste on pourrait suggérer à Mitterrand de négocier avec le général Haig par exemple, dont on

connait le penchant pour le socialisme...

Imagine-t-on vraiment que les capitalistes assisteront passivement au développement d'une expérience socialiste (si elle mérite vraiment ce nom...)? Mais imagine-t-on aussi qu'il soit possible d'instaurer le socialisme dans ce pays sans rompre avec la logique de la compétitivité internationale du capital? Fourcade, de ce point de vue, est parfaitement lucide lorsqu'il rétorque à Mitterrand que choisir le socialisme, c'est rompre avec la logique capitaliste du marché commun.

F. Censor



un langage chiffré

Qui détient la potion magique ? C'est à peu près la question que peuvent se poser la majorité des Français à la suite du débat Fourcade-Mitterrand mardi soir sur Antenne 2. A part la bataille des chiffres, incompréhensible pour bon nombre de travailleurs, nul ne peut dire ce qui opposait radicalement les deux hommes en présence.

○ Au départ pourtant, Fourcade avait affirmé qu'il démontrerait que la politique de Giscard et du gouvernement va rapidement et à moindre frais résoudre la crise. « Il faut être sage, chacun doit souffrir, les travailleurs seront les premiers récompensés s'ils y mettent du leur ». Le VII^e plan selon lui, c'est la panacée : elle doit permettre sans trop de mal, à notre société industrielle de s'adapter, de s'humaniser, de devenir compétitive et donc de permettre aux patrons compétitifs et aux ouvriers qualifiés de bâtir ensemble la société libérale avancée. Dans cette société là, chacun trouverait dans la liberté, le bonheur et le plein emploi. Enfin elle redonnerait à la France sa place de « leadership » dans le concert des nations, la première place économique, mais aussi sociale et culturelle.

Inutile d'énumérer tous les arguments que n'importe quel prolétaire, nouveau chômeur, smicard, ménagère, personne âgée, paysan paupérisé, jeune ou femme sans emploi, peut opposer à cette « technique » de la restructuration de la société industrielle : Mitterrand, a voulu parler en leur nom. Il évoque le chômage, l'inflation, l'injustice sociale, etc. Mais dans le cadre d'un discours tout prêt, qui nous rappelle bien des contraintes extérieures, mais le capitalisme c'est une jambe de bois. Il convient donc de lui appliquer un bon emplâtre : la planification, le contrôle d'un Etat « bon » parce que géré par des socialistes honnêtes, quelques réformes de structures, des mesures d'urgence pour réduire les inégalités, et le vieux cheval sera encore prêt à courir ! La société industrielle capitaliste bien réformée s'appellerait alors autogestionnaire !

Les deux antagonistes n'ont su ensuite que se balancer à la tête une avalanche de chiffres.

Alors là, malgré tableau noir et chiffres étalés, bien malin est celui qui s'y retrouve.

On pourrait proposer un jeu-sondage à tous les Français : qui a donné les chiffres les plus justes ? Celui qui dit la vérité gagne une machine à calculer (française si c'est Mitterrand, américaine si c'est Fourcade, bien sûr).

M. Guillen

les travailleurs refusent le plan de liquidation de la chaussure

Depuis plus d'un an, les élus locaux, les pouvoirs publics et le patronat savaient que les menaces de plus de 1 000 licenciements existaient. Pendant cette période, tout aurait dû être mis en œuvre pour créer les emplois nécessaires, au lieu de cela, on a proposé pendant un an un plan de liquidation de la chaussure.

Avec la liquidation de la chaussure, c'est toute l'économie fougèraise qui s'écroule. Car si cette industrie n'est plus comme autrefois la seule de la ville, elle représente quand même près de 40 % de son activité, soit 3 000 travailleurs sur les 9 000 de Fougères.

La liste des dernières entreprises touchées est impressionnante : dépôt de bilan et liquidation des talons Maunoir (170 personnes) ; liquidation chez Morel et Gaté (280 emplois) ; menace de licenciements pour 130 personnes le 3 mars chez J.P. Martin ; et, enfin, les établissements Rehaul qui licencient 650 personnes. Ce qui fera 2 500 chômeurs sur 9 000 salariés fougèrais.

Des travailleurs déterminés à lutter

Pour le patronat, le plus gros morceau ce sont les 650 travailleurs de l'entreprise Rehaul, car ceux-ci sont combattifs et fortement syndiqués à la CFDT. Dès l'annonce de la liquidation, la riposte ne s'est pas fait attendre : l'occupation a été immédiatement décidée. Et quand il a fallu aller chercher les lettres de licenciement à la poste, il y sont allés tous ensemble, en manifestant, le front haut.

Pour les travailleurs, Rehaul doit être le noyau actif de Fougères auquel les autres entreprises pourront venir se greffer. Ils s'organisent pour tenir, se répartissent en diverses commissions. Ils préparent même une collection en cas de fabrication pour l'auto-financement de la lutte. Ce qu'ils veulent, c'est non seulement la garantie des 650 emplois, mais la création de 1 000 emplois dans les murs de l'entreprise. Tout de suite.

En ce sens, la « table ronde » qui a eu lieu mercredi 25 (qui réunissait pouvoirs publics, patronat et syndicats) n'a représenté que du « vent ». En effet, les seules propositions consistaient en la reprise de 540 personnes, pompeusement présentées comme « créations d'emplois ». D'ailleurs, pour dénoncer cette mascarade, la CFDT, suivie un quart d'heure plus tard par la CGT, a quitté la réunion avant la fin. Pendant ce temps, une importante délégation de travailleurs de chez

Rehaul avait fait le trajet Fougères-Rennes, au ralenti, précédée d'un camion abordant un drapeau rouge (sur lequel était inscrit, — « classe ouvrière en lutte ») — et une banderole CFDT, « l'emploi, un droit ».

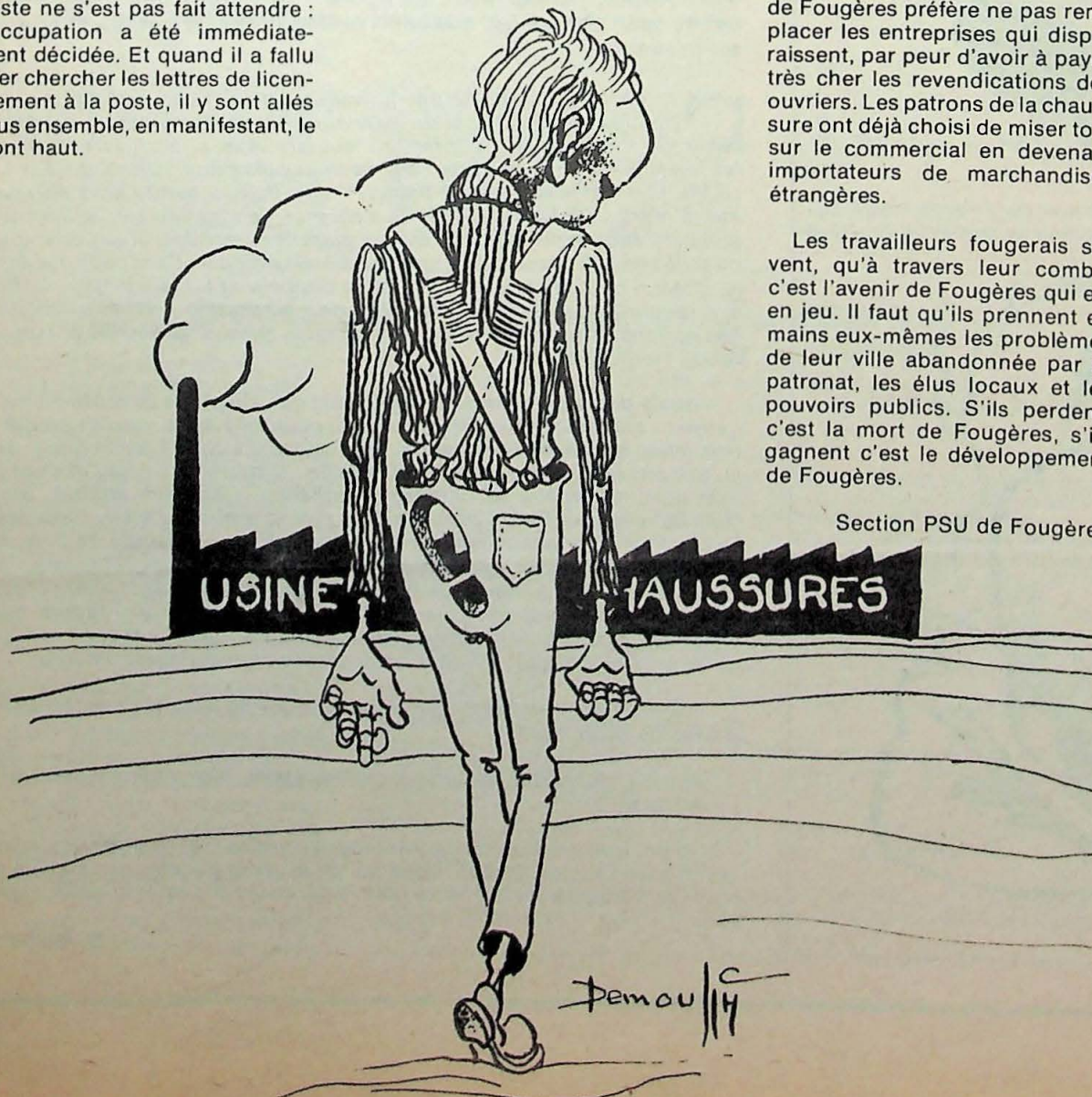
Samedi 28, une nouvelle fois, les ouvriers ont montré leur volonté de refuser tout licenciement à l'occasion de la réunion du conseil municipal. En effet, plusieurs centaines d'entre eux s'y sont rendus et ont sommé le maire Cointat, de dénoncer la mascarade de la table ronde et demander la création de 1 000 emplois, tout de suite. Cointat refusant de délibérer « sous la pression », a suspendu la séance. Nous sommes alors repartis vers l'entreprise Rehaul occupée, en manifestant en ville aux cris de « Fougères vivra, pas un seul licenciement ! », « Cointat a démissionné », « Le pouvoir aux travailleurs »... Ensuite nous avons tenu un meeting de 23 à 24 H.

L'enjeu de la lutte : la vie de Fougères

Le combat qui commence sera très dur et très long et les travailleurs le savent bien. Le patronat de Fougères préfère ne pas remplacer les entreprises qui disparaissent, par peur d'avoir à payer très cher les revendications des ouvriers. Les patrons de la chaussure ont déjà choisi de miser tout sur le commercial en devenant importateurs de marchandises étrangères.

Les travailleurs fougèrais savent, qu'à travers leur combat c'est l'avenir de Fougères qui est en jeu. Il faut qu'ils prennent en mains eux-mêmes les problèmes de leur ville abandonnée par le patronat, les élus locaux et les pouvoirs publics. S'ils perdent, c'est la mort de Fougères, s'ils gagnent c'est le développement de Fougères.

Section PSU de Fougères



Haute-Savoie :

une situation orageuse

Les 4 150 ouvriers de la SNR (Société nouvelle de roulements), filiale de la Régie Renault, occupent toujours les 4 usines de cette entreprise à Annecy. Le 26 février, ils avaient organisé une énorme manifestation dans la ville. Malgré les menaces d'expulsion (l'usine devait être évacuée le 1er mars par décision de justice), les ouvriers continuent à se battre. Pour le responsable CFDT, « les dirigeants de l'entreprise ne pourront pénétrer dans l'usine que pour négocier ». Depuis 1968, c'est le premier conflit grave que connaît cette usine.

Le point de départ de la lutte a été la remise en cause, par la direction, des accords antérieurs. Depuis 1971, les travailleurs de la SNR avaient obtenu par la lutte une garantie d'augmentation du pouvoir d'achat supérieure de 2 % à l'indice INSEE. Au début de cette année, la direction a décidé de supprimer cet avantage acquis. Elle propose seulement le maintien du pouvoir d'achat selon l'indice INSEE et avec un décalage de 2 mois.

Par ailleurs, en matière d'emploi, la régression s'installe : 150 emplois (non renouvelés) ont été supprimés depuis septembre 74, 105 le seront d'ici la fin 76, chiffre auquel il faut ajouter les conséquences pour les entreprises soustraitantes de la région car la SNR joue un rôle important dans l'économie de la Haute-Savoie.

Or, au fil des années, ce sont les ouvriers qui ont payé de leur travail l'expansion de l'entreprise. Aujourd'hui la direction veut sacrifier cette expansion à la rentabilité immédiate. Ainsi l'orientation est de passer, sans compensation, des productions à d'autres partenaires européens, tels le groupe GMN en Allemagne, et RHP en Angleterre. La SNR est la seule entreprise française de roulements. Les ouvriers de la SNR sont donc conscients qu'ils ne se battent pas pour eux-mêmes uniquement, mais pour toute une région. La situation dans le département n'est pas brillante. Il y a 4 000 chômeurs sur l'agglomération annécienne.

En Haute-Savoie d'autres usines ont fermé : Gambin occupait près de 500 salariés pour fabriquer des fraiseuses dont 50 % étaient exportées. Les ouvriers l'occupent depuis un mois. Dans la zone industrielle d'Annemasse, Buchillons-Knopf produisait des machines à tisser. Sur 230 salariés, 200 ont été licenciés. Les mannes du « plan de relance de la machine-outil » annoncé par le gouvernement se font attendre. Les ouvriers de ces deux usines se sont groupés pour manifester le 20 février près de la frontière suisse.

En un autre endroit de la frontière aussi, les travailleurs manifestent : à proximité du tunnel du Mont-Blanc, et bloquent la route avec 100 camions de l'entreprise de déménagement STOUFF (dont le siège est à Annemasse). La situation est donc orageuse dans tout le département.

Y.S. □

le crayon du cérés entre les dents de l'unef

Les étudiants du CERES viennent de créer un journal *Le crayon entre les dents*. Un moyen pour eux d'appliquer leur entrée dans l'UNEF Renouveau, un instrument également pour expliquer les positions du CERES à l'Université, alors que leur participation à l'UNEF tend à diluer leur expression autonome. Dans son premier numéro, le CERES analyse les orientations de l'UNEF. Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce bilan est plutôt lourd.

un drôle de réquisitoire...

On comprend l'enthousiasme avec lequel les étudiants du CERES sont entrés à l'UNEF ! Jugeons le réquisitoire du CERES : « une organisation de masse, sans masse. Le taux de syndicalisés à l'UNEF est de 5 %. Alors qu'en mai 68 et avant, l'UNEF pouvait organiser d'importantes manifestations, elle doit maintenant se contenter d'adjoindre ses maigres bataillons aux forces syndicales et politiques de gauche. C'est rare d'ailleurs qu'une AG de l'UNEF réunisse plus de 20 % de ses inscrits ». Juste sens des réalités.

La force de l'UNEF, c'est le vide organisationnel, politique, stratégique du mouvement étudiant. Dans la lutte de masse, l'UNEF est bien souvent à l'écart. Mais comment le CERES caractérise-t-il l'UNEF ? Là encore nos camarades ne ménagent pas leurs propos : « l'UNEF se caractérise par son apolitisme et par le souci de s'adresser à tous les étudiants. Certes l'UNEF se rapproche du corporatisme par certains côtés, notamment en postulant la neutralité idéologique de l'enseignement, ou en ne prenant pas en compte l'aspiration au contrôle qui existe chez de nombreux étudiants ».

... mais une drôle de réponse

Le contrôle, l'aspiration à une autre Université, la mise en question de la finalité de l'enseignement, de la formation, dont semble à juste titre se réclamer le CERES, sont en effet absents de la stratégie de l'UNEF. En aplatissant les luttes des étudiants devant l'objectif réformiste du programme commun, l'UNEF ne peut que passer à côté du caractère anticapitaliste des luttes étudiantes. La « gestion démocratique » de l'Université dans les conseils d'UER que propose l'UNEF en est l'exemple le plus frappant.

Alors que la lutte contre la réforme du second cycle s'engage par la préparation d'une semaine d'action nationale unitaire des comités de mobilisation (du 1er au 6 mars), l'UNEF organise ses propres états généraux (comme l'UNCAL pendant la loi Debré). Et pourtant le CERES conclue ainsi son analyse : « il faut prendre l'initiative de créer des comités de grève par amphî lors des mouvements revendicatifs qui ne manqueront pas de se produire contre la réforme Soisson ». Dont acte. Pour le CERES « beaucoup reste à faire » vis-à-vis de l'UNEF. Nous pensons, nous, qu'il y a « autre chose à faire ».

C. Najman

P.S. A propos du MARC, le CERES a rédigé son diagnostic : « la fée CFDT s'est penchée sur son berceau, mais elle n'a pas pu le préserver du mauvais sort ; il n'a pas pris un centimètre depuis sa naissance ». Merci docteur, merci papa !

8 mars. Journée Internationale des femmes

C'est le Congrès International des Femmes socialistes qui appela, le 8 mars 1910, à une journée internationale des femmes en référence au 8 mars 1857 qui vit une des premières grèves massives d'ouvrières s'affronter dans le sang à l'assaut de la police new-yorkaise. Depuis, le 8 mars est resté le jour où les femmes de tous les pays sont unies sous le signe de la lutte.

Une journée de combat qui, chaque année, sanctionne le développement des luttes menées par les femmes sur leurs problèmes. En réponse à cette constante avancée du mouvement des femmes, la bourgeoisie a surenchéri : 1975 a été promue « Année de la Femme ». Il s'agit bien de promotion, telle d'ailleurs celle d'un gadget. La femme s'est bien vendue en 75, ou plutôt mieux que d'habitude.

Mais la recherche du gain était surtout d'ordre idéologique. Sur la base du postulat : dans tous les pays, la condition des femmes mérite des améliorations... et via les mass media, l'internationalisation a équivalu à une mixture de comparaisons. Il en est sorti d'une part, l'ubivalence de la Femme Eternelle — dans ce cadre-là, la MERE — et d'autre part le constat surnois que les femmes des pays capitalistes avancés n'ont vraiment pas à se plaindre... Les autres non plus d'ailleurs... L'ennui est, pour la bourgeoisie notamment, que les femmes se plaignent de moins en moins, mais par contre luttent, affirment partout leur volonté de prendre leur sort en mains.

Contre le destin de chômeuse en sursis

L'année qui a commencé a donc cessé d'être officiellement « Année de la Femme », et tous les « Calmos » l'ont accueillie avec un soulagement grotesque. Le 8 mars, en France, doit donc être placé sous le signe d'une combativité renouvelée, sur toute une série de thèmes revendicatifs.

Ainsi, en ce qui concerne le droit des femmes à disposer librement de leur corps, entre autres en choisissant librement leurs maternités : ce n'est pas la loi Veil qui peut mettre un terme au profond mouvement qui avait mis en avant le droit à l'avortement et la contraception libres et gratuits. C'est d'abord dans les hôpitaux qu'il doit être imposé, sous le contrôle des femmes elles-mêmes. Les luttes que mènent aujourd'hui les femmes du foyer Pauline Rolland, tout comme celles qui ont rejeté la « fatalité » qui entoure le viol, expriment l'impact de la lutte idéologique des femmes contre leur oppression.

Indubitablement, cependant, l'accent doit être mis sur le refus du « destin de licenciée en sursis » qui menace toutes les travailleuses. Dans la période actuelle, une priorité est donnée

au licenciement des femmes, justifiée par la place soit-disant secondaire qu'elles occupent dans la production. Cette lutte pour le droit au travail, loin d'être conservatrice, doit s'inspirer de ce que les travailleuses ont exprimé dans leurs nombreuses luttes : les revendications de pointe de la classe ouvrière — une autre organisation du travail, un autre travail, lié au reste de la vie sociale.

Il est également important que dans ce témoignage, que les femmes en lutte adressent et font parvenir aux femmes des autres pays, figurent la solidarité et le soutien qui reviennent aux femmes victimes des régimes fascistes, ainsi qu'à celles qui sont engagées dans les luttes révolutionnaires de leur pays.

Le PSU soutient toutes les initiatives prises par les femmes à la recherche de plus de force à travers toutes les formes d'organisation qu'elles se donnent.

Toutes dans la rue le 8 mars

Corinne WELGER



Les crimes contre les femmes

Le tribunal international de dénonciation des crimes contre les femmes se tiendra à Bruxelles du 4 au 8 mars au Palais des Congrès (Coudenberg 3, 1000 Bruxelles, près de la gare centrale). Son objectif est de permettre aux femmes de tous les pays de mener une lutte permanente et coordonnée pour supprimer les injustices et les crimes dont elles sont victimes. Des groupes féministes venus du monde entier se retrouveront à Bruxelles où toutes les femmes seront les bienvenues. A Paris, se renseigner au GLIFE, 7, rue des Prouvaires, tel : 231.74.47.

 **jean-pierre delarge**
éditeur

la pédagogie institutionnelle
Rémi Hess
19,95 F

l'analyse transactionnelle
John M. Dusay et Claude Steiner
19,95 F

sport et créativité
Florence et Alain Guillon
45,00 F

sport et personnalité
Edgar Thill
45,00 F



Jeunesse et Révolution

entretien avec Michel Field

Jean-Marie Brohm, ancien membre du Comité central de la LCR, et Michel Field, ancien animateur du mouvement contre la loi Debré, viennent d'écrire un livre *Jeunesse et Révolution* (1). Nous avons interrogé Michel Field sur son livre.

TS : Pourquoi ce livre ?

Michel Field : On est parti d'un constat. L'extrême gauche a organisé des mouvements de masse dans la jeunesse, sans les consolider. De ces mouvements, aucun acquis n'a été préservé.

Mais, plus grave encore, l'extrême gauche s'est refusée à réfléchir sur la pratique et les aspirations que mettait en avant la jeunesse.

TS : D'accord, mais peut-on dire que l'extrême gauche a été l'expression directe des aspirations des jeunes ? N'a-t-elle pas rempli le vide qu'ont laissé les organisations traditionnelles dont les stratégies réformistes ne pouvaient épouser cette nouvelle explosion sociale. Car, pour nous, le véritable constat, c'est que la jeunesse globalement ne se reconnaît pas dans les organisations politiques, réformistes ou révolutionnaires.

MF : Il n'y a en effet correspondance entre les militants d'extrême gauche et les jeunes qu'en période de mobilisation. L'extrême gauche n'a jamais été capable de susciter des mouvements de masse permanents. Mais peut-on dire pour cela que les jeunes s'en remettent à l'extrême gauche ? Non. Un militant d'extrême gauche dans un lycée est avant tout un lycéen, de ce fait

il anticipe grâce à la pression de la jeunesse sur un discours militant souvent sclérosé. C'est pour cela aussi que les femmes dans les organisations politiques ont mis en cause à partir de leur expérience concrète le conservatisme de l'organisation. En fait, l'extrême gauche a acquis une capacité d'organiser la jeunesse, mais non pas une capacité politique à élaborer une stratégie cohérente.

TS : Vous proposez l'objectif de construction d'une organisation révolutionnaire de jeunesse ? S'agit-il de regrouper la seule « avant-garde de la jeunesse, la « seule fraction avancée de la radicalisation d'ensemble de ce milieu » ? Le PSU propose la constitution d'organisations autonomes à caractère syndical et anticapitaliste. De telles organisations partent du niveau moyen de conscience des jeunes, des besoins concrets qu'opposent les jeunes à l'école et aux autres appareils de l'Etat bourgeois. Or vous semblez refuser le projet d'une organisation révolutionnaire de jeunesse et l'opposer aux syndicats. Pourtant, de nouveaux milieux sociaux extrêmement combattifs, découvrent l'idée du syndicat et donnent aux syndicats un caractère subversif (soldats-magistrats). Le syndicat nous paraît le moyen le plus efficace pour amener la masse des jeunes au combat anticapitaliste. Le refus d'une telle perspective réduirait l'intervention des révolutionnaires.

MF : Nous partons d'une caractéristique essentielle de la jeu-

nesse, son anti-autoritarisme. C'est le royaume, au-delà des diffé-

renciations de classe, de la radicalisation de la jeunesse. De ce point de vue, je suis d'accord pour dire que la conception léniniste étriquée des rapports entre avant-garde et masse ne correspond plus au nouveau développement de la lutte des classes. Il y a des mouvements spontanés qui vont plus loin que les dites avant-gardes. Mais si les syndicats de soldats ou des magistrats ont

leur sens, c'est parce qu'ils sont au cœur de l'appareil d'Etat. La jeunesse elle, nous la définissons comme « transversalité institutionnelle », c'est-à-dire qui vit l'oppression de toute une multitude d'institutions. Comment un syndicat pourrait-il mener la lutte contre la famille ? (émancipation financière, sexuelle, sentimentale).

TS : Mais le syndicat est aussi nécessaire pour créer un lien permanent avec les organisations de la classe ouvrière. C'est d'ailleurs cette même classe ouvrière qui dans la lutte aujourd'hui aspire à un syndicalisme débarrassé du corporatisme. C'est pourquoi, la radicalisation de la jeunesse passe aussi par une étape transitoire, l'organisation de masse des scolarisés, d'autant que l'indépendance d'un « front scolaire » vis-à-vis des autres est encore ressentie.

MF : Nous avons essayé d'insister sur l'unité organique de la jeunesse, même si entre élèves de CET et lycéens par exemple il y a des contradictions. La crise des institutions (famille, armée, école), est telle, qu'à la limite il n'est pas besoin d'en passer par l'organisation syndicale. La sensibilité du mouvement de masse fait que si l'écart entre organisations politiques et jeunes est grand, c'est à cause du mode d'intervention hiérarchique, du man-

que d'imagination et de la structure autoritaire qu'elle propose. Les problèmes auxquels les jeunes sont confrontés peuvent être sans transition, sans petits pas, pris en charge par une organisation révolutionnaire de jeunes. Même dans ces manifestations les plus limitées (la contre culture, le rock, la reconnaissance vestimentaire, les cheveux longs) les jeunes se situent sur une perspective politique.

TS : La perspective que tu traces est volontariste. Elle n'est envisageable que dans une période sociale où les rapports de force se seront modifiés au sein du mouvement d'ensemble des travailleurs. Si nous faisons confiance à la jeunesse, nous devons partir de ses revendications les plus larges. C'est cela la dynamique anticapitaliste.

MF : Ce qui fait l'autonomie de la jeunesse, c'est son mode d'expression, non ses revendications. On n'a jamais vu un mouvement spontané se ralliant à la classe ouvrière en abandonnant ce qui fait sa vie. Il y aura bien sûr unité conflictuelle avec les travailleurs parce que les problèmes des jeunes sont encombrants, gênants. Mais tous les coups que portera la

jeunesse à la famille et à l'école seront autant de victoires pour la lutte globale des travailleurs. Les mouvements anticapitalistes sont irréductibles les uns aux autres et aucun discours hégémonique ne peut les coiffer.

Propos recueillis par
Charlie NAJMAN

(1) En vente à Syros : 12,50 F (Petite collection Maspero).

libye

la révolution d'un peuple nomade

La propagande mensongère et caricaturale des prises de positions développées par la presse en général, ainsi que le peu d'informations diffusées par les faibles organes de contre-information, ont contribué à la méconnaissance ou à la déformation de l'expérience libyenne.

Partie de l'empire ottoman, la Libye devient à partir de l'invasion de 1911 colonie italienne. Dès l'origine, le peuple libyen oppose une résistance farouche au colonialisme européen. Les armistices de Souany, Ben Adem et de Rejma le confirment. L'Italie vaincue en 1943, la France et l'Angleterre prenaient le relais pour mettre en place en 1952 la monarchie du roi Idriss, cautionnée par les USA (traités de 1953-1954).

Le peuple libyen, essentiellement nomade et agriculteur, subit une féroce répression à cette résistance, ce qui entraîne une immigration vers la Tunisie et l'Égypte.

La révolution libyenne

Durant cette période, quelques jeunes politiciens rentrent volontairement à l'armée pour préparer le renversement de la monarchie qui aura lieu le 1er septembre 1969, tandis que d'autres restent civils et se regroupent sous l'autorité de Mohamed Zouaï. La révolution a pour but « de se débarrasser définitivement de la peur, de la présence étrangère, de la réaction, de la pauvreté, de l'exploitation, de la corruption, de l'impérialisme intellectuel et culturel. »

De ce groupe, l'Organisation des officiers unionistes libres, naquit le Conseil du commandement de la révolution armée avec, à sa tête, le colonel Khaddafi. Dès l'origine l'objectif est ambitieux : « affranchir l'homme que ce soit politiquement, économiquement ou socialement, aussi bien en Libye que dans les autres parties de la patrie arabe, du tiers monde, voir le monde entier. » Le support idéologique se retrouve dans les principes de la « Troisième théorie mondiale » et la « révolution populaire » nouveau système de démocratie populaire direct : estimant que le capitalisme dit libéral comme le marxisme léninisme ont nié que la religion et le nationalisme dans leur sens humain et progressiste sont les deux facteurs décisifs du processus historique — traduisant à la religion : la morale, au nationalisme : la paix, au socialisme : la justice sociale et à la révolution populaire : le pouvoir populaire. L'idée directrice de la « Troisième théorie » est le refus des modèles existants de passage au socialisme et son corollaire d'appartenance à l'un des blocs.

Si, à l'origine, il a semblé que la Libye s'orientait plus vers une politique d'obédience nationaliste et religieuse, il faut observer aujourd'hui une nette évolution vers un socialisme démocratique de masse. Le 1er septembre 1975 à l'occasion du 6e anniversaire de la

révolution, Khaddafi a insisté sur le fait « qu'il va appliquer le socialisme et qu'il n'accepterait pas qu'au nom de l'Islam on présente des obstacles à sa réalisation ». Une série d'initiatives confirme cette évolution.

Après la liquidation des bases militaires britanniques et américaines, la nationalisation des banques, des sociétés d'assurances, de certaines entreprises et de tout le commerce extérieur, le contrôle intégral des sociétés étrangères sur le sol libyen, la limitation de la propriété privée d'une petite bourgeoisie renaiss-



sante, c'est l'offensive des comités populaires, à partir de l'Union Socialiste Arabe, parti unique.

Dans tous les secteurs de la vie sociale et économique se sont créés des comités ; ils ont des pouvoirs étendus allant de la détermination des lois régissant leur secteur dans le cadre de l'intérêt collectif jusqu'à la destitution de ministres. C'est une solution originale de démocratie directe et un aspect peu connu des orientations positives de la révolution libyenne.

Ce qui par contre est connu de tous, c'est l'aide considérable accordée aux différents peuples et organisations en lutte : la résistance palestinienne (Front du Refus), gauche libanaise, le Front Polisario depuis son origine, la révolution populaire du Maroc en 1972-1973, Erythrie, Frolinat du Tchad, Somalie, Yemen Sud, la révolution Dhofar, Irlande, Panthères noires des USA, Guinée Bissao, Malaisie, Thaïlande...

Si ces différents mouvements de libération nationale reçoivent des communiqués de sympathie d'organisations révolutionnaires et pays progressistes, ils apprécient comme il convient l'aide matérielle du peuple libyen qui souvent reste l'élément déterminant de la victoire. Cette aide représente une part importante du budget national, considérable pour un pays de 2 millions d'habitants grâce aux ressources du pétrole, richesse qui permet au peuple libyen de transformer son pays en un gigantesque et permanent chantier. La Libye joue sur les contradictions inter-impérialistes.

L'évolution d'un peuple nomade vers une société industrialisée

Priorité est donnée aux réalisations sociales, mais la Libye prévoit l'avenir et développe rapidement son agriculture et son industrie. La visite récente du Premier Ministre, M. Jalloud, au gouvernement français révèle la volonté d'indépendance tant économique que politique du gouvernement libyen, notamment en ce qui concerne le problème de l'achat d'armements. Par ailleurs, l'accueil favorable de

URSS : 25^e congrès

Le 25^e congrès du PCUS qui s'est ouvert le mardi 24 février au Kremlin devant de nombreuses délégations de PC étrangers n'annonce, semble-t-il, aucun changement réel quant aux orientations fondamentales du régime.

A en croire pourtant M. Brejnev, dans son rapport bilan sur les cinq dernières années, l'URSS serait non seulement la championne de la lutte anti-impérialiste, du pacifisme et du désarmement, mais encore connaîtrait, globalement, un développement harmonieux dans le sens du progrès économique, de l'élargissement de la démocratie dans le parti et à la base...

Si problèmes il y a (et on reconnaît qu'il y en a car on se veut réaliste !) ils sont de l'ordre d'une gestion parfois mauvaise ou des tendances bureaucratiques de certains cadres... Qu'ils puissent avoir des origines d'ordre structurel (nature de l'appareil d'Etat et de l'idéologie, du mode de production, de la fonction du parti, etc) cela ne peut, bien sûr, pas même être sous-entendu.

La question du pouvoir réel des travailleurs ne se pose pas puisqu'elle est identifiée à la question du renforcement du pouvoir du parti. Certes à Moscou, on a été sensible à la pression d'une opinion publique mondiale bouleversée par l'affaire Pliouchtch, mais on n'insiste pas moins sur la nécessité d'une discipline et du respect de l'orthodoxie léniniste (stalinienne serait plus juste...), sans que soit jamais posé fondamentalement le problème des libertés dans le système soviétique.

Le seul « remous », au milieu de ces masses de déclarations lénifiantes, provient des « remontrances » que M. Brejnev, orthodoxe s'entend, adressa à l'occasion des PCI, PCE, et PCF, traîtres à la dictature du prolétariat et à son internationalisme, version stalinienne. A suivre...

Marion LAY

l'aide de l'URSS semble une réponse à la politique de blocage des achats de pétrole par la France et une évolution quant aux options politiques fondamentales.

Et nous devons engager un dialogue fraternel avec nos camarades de l'Union Socialiste Arabe pour bénéficier et nous enrichir de nos propres expériences, vers une coopération basée sur l'égalité et l'intérêt réciproque, pour une authentique société socialiste autogestionnaire en rejetant tout rapport monopolistique.

Faire évoluer une population d'origine nomade vers une société industrialisée indépendante économiquement et libre de ses options politiques n'est pas un mince enjeu. Il y a de ce point de vue beaucoup à gagner à engager le dialogue avec l'Union Socialiste Arabe pour mieux comprendre les données et les résultats de l'expérience libyenne.

Gérard ANDRIEUX ■

pas de répit

Claude Baudoin, vient d'être libéré mais Jacques Stambouli est encore en prison. Des dizaines de soldats sont au trou. La lutte pour la libération des emprisonnés, la levée des poursuites, les droits démocratiques à l'armée... continue !

Prochaine échéance : 5 au 10 avril, semaine de dénonciation de la répression dans les casernes. Tous les comités locaux sont priés de faire connaître leur adresse au secrétariat du Comité national (C 0 PH - 14-16, rue des Petits Hôtels PARIS 10^e).

choisir son destin...

Le 27 février le Front Polisario a proclamé la naissance de la république arabe sahraouie démocratique. C'est une nouvelle étape dans le conflit dont différents aspects ont déjà été traités par TS (cf. articles de J. Mendelson TS n° 684 et 689).

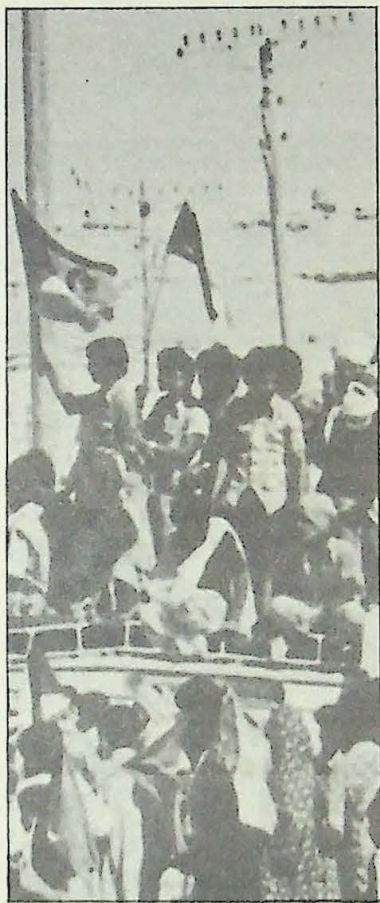
La gauche marocaine par la voix d'A. Bouabib, secrétaire général de l'USFP, avec laquelle le PSU entretient des relations depuis la création de l'UNFP par le regretté Mehdi Ben Barka, a voulu exprimer son point de vue, différent du nôtre, dans TS.

TS : Dans cette affaire, l'opinion progressiste et socialiste en France n'arrive pas à saisir par quel cheminement la gauche socialiste marocaine en est arrivée à soutenir pratiquement le même point de vue que le pouvoir réactionnaire royal qui tend à ignorer le principe même de l'autodétermination du peuple sahraoui et d'un mouvement de libération nationale dans un conflit où est impliqué par ailleurs un pays : l'Algérie connue pour ses options anti-impérialistes. Comment en est-on arrivé là ?

Bouabib : le problème du Sahara sous administration espagnole a été posé par le peuple marocain dès 1953. Le peuple marocain a lutté pour l'indépendance nationale et l'intégrité territoriale, contre le colonialisme français, le colonialisme espagnol et contre une espèce de protectorat international établi à Tanger. Nos frères algériens du FLN combattaient également avec nous dans une perspective maghrébine, aussi bien contre le colonialisme français que contre le colonialisme espagnol. Toute cette zone du Sud était considérée par les Espagnols comme territoire de souveraineté espagnole : elle comprenait la zone d'Ifni, de Tarfaya et de Saghiet el Amra et le rio de Oro. En 1959 la zone de Tarfaya a été rétrocédée au peuple marocain et à l'armée de libération marocaine. Dans la zone d'Ifni, les sahraouis ont lutté contre la présence coloniale : il y a eu plusieurs batailles en 1969 oubliées aujourd'hui. Les troupes coloniales espagnoles étaient contraintes d'évacuer la zone d'Ifni, mais entre temps les gisements phosphatés de Bou-Craa avaient été découverts. C'est alors que l'Espagne de Franco a conçu l'idée d'ériger ce Sahara occidental en une entité prétendant répondre au vœu du peuple sahraoui. L'Espagne par cette opération visait à créer une situation néo-coloniale pour s'emparer des richesses du sous-sol et avoir en prime la caution et l'aval de l'ONU. Le noble principe de l'autodétermination était ainsi dénaturé. Nos camarades algériens savent aussi que l'armée de libération du Sud avait pratiquement libéré tout le sol du Sahara occidental en 1960, que les Espagnols étaient contraints de se cantonner dans la ville côtière de Villa Sinaos (Dahla). Il a fallu encore une autre fois l'entente coloniale franco-espagnole et une action militaire conjointe pour refouler l'armée de libération marocaine dans le Nord et avec cette armée de libération près de 20 000 réfugiés sahraouis. Donc à l'époque, et les documents algériens et marocains en témoignent, l'Algérie combattante, et l'Algérie officielle ensuite, n'a jamais contesté au peuple marocain que cette zone faisait partie intégrante de son territoire. Bien au contraire, nous trouvons auprès d'eux une solidarité de tous les instants et partout agissante.

TS : Qu'est-ce qui à votre avis a amené l'Algérie à revoir sa position ?

Bouabib : Ce n'est que dans les années 1969-1970 que l'on a découvert qu'il y avait un peuple sahraoui qui avait le droit d'exprimer sa volonté et de choisir son destin. Ce qu'on appelle le mouvement Polisario n'a commencé à se manifester qu'à partir de 1973. J'ai voulu souligner que la ligne de la gauche marocaine a été la même de 1953 à aujourd'hui, elle n'a jamais varié. C'est plutôt l'attitude de nos frères algériens



qui a varié au gré des circonstances et à notre sens, motivée non par des raisons idéologiques, mais par de simples raisons d'Etat.

TS : le fondement de la position algérienne reposant sur le principe de l'autodétermination est pourtant solide ?

Bouabib : La gauche marocaine a toujours proclamé que ce principe ne lui faisait pas peur. Seulement, dans les motions votées à l'ONU un certain nombre de conditions étaient posées : 1°) évacuation de ces territoires par les troupes espagnoles qui étaient au nombre de 80 000 pour une population active de 30 000 personnes ; 2°) retour des réfugiés sahraouis dans leurs foyers ; 3°) contrôle des Nations Unies sur les opérations de consultations de façon à ce que ces consultations soient démocratiques, authentiques et sans contraintes. Le gouvernement espagnol agitait bien ce principe, mais se refusait à accepter les conditions posées pour que cette consultation ne soit pas falsifiée. Le gouvernement algérien n'a jamais exigé du gouvernement espagnol l'évacuation des troupes et le retour des réfugiés. Finalement en 1974, le gouvernement franquiste a exprimé sa détermination d'ériger cette zone en une entité indépendante. Il maintenait aussi sa détermination à le faire tout seul, dans une zone occupée par 80 000 Espagnols, où l'administration et l'économie étaient entièrement entre leurs mains.

C'est alors que le pouvoir chez nous s'est finalement rallié à la thèse que nous soutenions depuis 20 ans, à savoir l'organisation d'une lutte populaire contre les troupes d'occupation. L'un des exemples le plus frappant est pour nous celui du Vietnam qui luttait pour son unité territoriale...

Sans entrer de nouveau dans le fond du débat nous tenons à préciser que ce conflit ne se situe pas uniquement ni même essentiellement entre l'Algérie et le Maroc. Il s'agit pour nous de prendre en compte la réalité actuelle créée par la lutte autonome de la population sahraouie menée contre le colonialisme espagnol et qui aboutit aujourd'hui à une lutte contre une situation néo-colonialiste préparée, qu'on le veuille ou non, contre toute expression démocratique de la population concernée. En ce sens nous soutenons aujourd'hui le droit à la libre expression de la population sahraouie pour déterminer son avenir.

TS : Autrement dit c'est le pouvoir royal qui aurait fait l'union sacrée avec la gauche et non l'inverse !

Bouabib : Il faut signaler que cette orientation du néo-colonialisme espagnol n'a pas été sans déplaire au gouvernement algérien. Ce mouvement Polisario qui est né en 1973 en Algérie n'a pas pris les armes contre les troupes coloniales espagnoles, bien au contraire, les porte-parole de Franco à l'ONU comme à La Haye se référaient aux écrits et aux déclarations du Polisario pour justifier sa politique néo-coloniale dans la région.

TS : En tant que gauche marocaine vous ne semblez pas manifester vis-à-vis du gouvernement algérien de sympathie militante.

Bouabib : l'Algérie a pratiqué jusqu'à présent une politique qui ne s'adresse qu'aux Etats. Dans les rapports entre le Maroc et l'Algérie officielle, de 1965 à 1974 l'Algérie n'avait de rapport qu'avec l'Etat marocain et son gouvernement. Aucune solidarité effective sur le plan des luttes idéologiques n'avait été manifestée vis-à-vis des partis progressistes marocains comme le nôtre. Or nous avons subi d'atroces répressions. L'Algérie « révolutionnaire et socialiste » n'a jamais bougé. Elle a complètement ignoré nos luttes. Ce n'est pas un bastion anti-impérialiste ni la Mecque du progressisme dans le Maghreb...

TS : Quelles solutions préconisez-vous pour dépasser le conflit actuel ?

Bouabib : Nos projets restent les mêmes. Nous luttons pour le socialisme. Il n'y a pas de contentieux entre le peuple

marocain et le peuple algérien. Nous avions à lutter contre les colons et nous disons aux frères du Sahara : « Votre destin est celui de tout le peuple marocain : lutte pour l'instauration d'un régime de démocratie et du socialisme ». Ce qui s'est passé, c'est qu'à la mort du général Franco, ses successeurs ont reculé devant la détermination de tout le peuple marocain et ont changé d'avis. Ils ont jugé qu'il était plus prudent pour l'avenir de l'Espagne, tel qu'ils le conçoivent, de se retirer de cette zone. D'où l'accord tripartite ; l'Espagne franquiste a lâché l'Algérie. De notre côté, nous, la gauche marocaine, avons préconisé un rapprochement le plus poussé possible avec le peuple mauritanien. Faire de cette zone libérée une zone de coopération au bénéfice des deux peuples dans une perspective maghrébine. Supposons que l'Espagne ait eu la possibilité d'appliquer son programme : il y aurait eu une présence coloniale et impérialiste dans la région, peut-être plus menaçante encore pour l'Algérie. Est-ce que l'Algérie préfère le maintien de la présence espagnole dans la région ? Considère-t-elle la présence marocaine plus menaçante pour elle que celle des franquistes ? Nous restons fidèles à la perspective maghrébine, comme nous restons fidèles à l'unité et à l'intégrité de notre territoire. Le problème peut être résolu, dans cette perspective maghrébine. Dès 1960, en 63, en 65, en 67, en 70 et aujourd'hui encore, nous avons préconisé par exemple pour l'exploitation des gisements au sud de Tindouf, une exploitation commune, un pôle de cogestion qui pouvait sceller l'union des deux peuples pour dépasser le problème des frontières. Maintenant que l'Espagne a évacué le territoire, cette coopération est encore plus facilitée.

Propos recueillis par ALAIN TLEMCEN

OMAN : meeting de soutien à la révolution

Voici bientôt onze ans que la lutte armée a été déclenchée par le front de libération d'Oman dans la province du Dhofar. Depuis, la guerre ne fait que s'intensifier ; en particulier après l'intervention directe de l'Iran aux côtés du sultan Quabous et de ses alliés Anglais.

Situé à l'extrême sud-est de la péninsule arabe, débouchant sur le nord de l'océan Indien et pouvant contrôler le détroit d'Ormuz, Oman est en effet d'un haut intérêt stratégique pour l'impérialisme, tant du point de vue militaire, que de celui du « pétrole ». C'est bien ce qu'avait compris l'empire britannique qui, dès 1796, s'y était établi en en faisant une étape sur la route des Indes.

Depuis décembre 1973, date de l'intervention directe iranienne en Oman, soit deux mois après la guerre Israélo-arabe, ce qui n'est pas surprenant en effet, 25 ans après la création de l'Etat d'Israël, la guerre d'Octobre oblige l'impérialisme à réviser toute sa stratégie dans la région, et Israël ne peut plus être la carte maîtresse de sa « politique arabe ». L'Iran s'affirme de plus en plus comme le « gendarme du golfe ». La guerre s'aggrave.

Oman constitue l'un des principaux lieux d'affrontement armés entre l'impérialisme et les peuples en lutte. Cela ne fait que renforcer l'importance de nos tâches de soutien au peuple Oman. Dans cette perspective, un « meeting culturel » est organisé le dimanche 14 à la Mutualité, à l'initiative du comité de soutien à la révolution en Oman, appuyé par diverses organisations françaises et étrangères, dont le PSU fait partie.

la coupe sombre

Dans le contexte de la crise, les collectivités locales voient leurs difficultés budgétaires aggravées. Face à cela deux attitudes sont possibles : soit on supprime le « superflu », soit on se bat contre la politique d'austérité. Dans un premier temps, c'était pour la première solution qu'avait opté la ville du Plessis-Robinson (PC).

Le superflu à supprimer ? : l'école municipale d'art dont on ramenait les crédits de 550 000 à 320 000 F. Cette solution paraissait tellement évidente et sans problèmes que l'on se contenta de convoquer les professeurs à la mairie pour leur annoncer le licenciement de neuf d'entre eux et des réductions d'horaires pour les autres. Après tout, il ne s'agissait que de vacataires (même un peu « gôchistes ») et de plus des artistes... Un artiste, c'est bien connu, ça vit de l'air du temps, d'amour et d'eau fraîche. Un travailleur, l'artiste ? Un élémér! de réponse allait être fourni à cette passionnante question : comme les travailleurs, ces artistes se sont mis à s'organiser et... à faire grève avec occupation des locaux.

L'amour et l'eau fraîche ?

Et puis on se met à faire des conférences de presse, à inviter les parents (80 élèves sont de fait renvoyés). En période électorale, tout ça c'est de mauvais goût. Alors, le Plessis-Robinson vaut bien une promesse : après 3 semaines de négociations, le maire les a reçus et a accepté la levée (jusqu'au mois de juin) des licenciements. Et d'une. Et l'unité d'action contre le pouvoir, unique responsable de cette situation. Et de deux.

Apparemment, une lutte banale, bien qu'exemplaire vu le rapport de forces au départ et l'accord à l'arrivée : cependant, et c'est la raison pour laquelle nous la rapportons ici, cette lutte

s'est située également sur le terrain culturel-idéologique. Au-delà de la revendication bifteack,



les professeurs ont lutté pour défendre ce qu'ils appellent « le fond de leur travail ». En fait, la conception, les méthodes et pratiques qu'ils avaient adoptées, remettaient en question les conceptions de l'art et de la culture. Progressivement, ils s'étaient

constitués en collectif de travail ayant une conception commune de la pratique artistique et de sa pédagogie.

Il s'agissait d'abord de mettre à jour les motivations des gens qui fréquentent les écoles d'art : vouloir être initié à certaines formes culturelles valorisées et valori-

santes socialement (donc idéologiquement marquées), puis une fois ces motivations dévoilées, replacer la pratique artistique au niveau du plaisir, réintroduire le corps dans le rapport pratique et théorique de l'enfant à la matière qu'il travaille.

La sonate au clair de lune :

En clair, il s'agit de démonter les codes que l'on dit naturels qui étouffent nos désirs en démontrant leur non-naturalité. Cette démarche se traduisait par exemple pour la musique par un travail sur le phénomène sonore, l'inscription du geste (corps) dans le son, le travail de l'histoire par rapport à une culture européenne et une culture extra-européenne, etc.

Ceci dit, il est évident que cette démarche pédagogique du collectif s'associait mal avec une certaine notion de rendement (culturel) : apprendre à un maximum de gens et le plus vite possible « la sonate au clair de lune ». Peut-être est-ce ce dernier réflexe qui avait poussé le conseil municipal du Plessis-Robinson, à orienter sa coupe sombre vers l'école d'art.

Marie-José LEMOY

Ecouter et voir

François Béranger : à la Cour des miracles, 23, avenue du Maine, à 21 h 30 tous les soirs sauf le dimanche, 20 F.

Paris-Lumière, c'est une de ses dernières chansons. Elle dure vingt minutes. Elle est belle. Elle traduit la monstrueuse angoisse de la vie dans la ville marchande quand on n'arrive pas à l'oublier. Mais on n'oublie pas non plus d'autres chansons de Béranger qui dénoncent le quotidien aliénant sous toutes ses formes.

Imago à la Péniche, quai de Valmy - 13 et 20 F. Tous les soirs à 20 h 45 sauf le lundi. Ils chantent aussi contre toutes les prisons, toutes les fuites (y compris celles de « la route »). Ils sont quatre : flûtes et guitares accompagnent bien des chansons de colère (celle sur la mort de Patrick Mirval notamment).

Philippe Val : Au théâtre de dix heures, 36, boulevard de Clichy, tous les soirs à 20 h 30 sauf le lundi. Accompagné par Paul Castagnier, il délaisse son complice P. Font avec qui il joue « la démocratie est avancée », pour chanter, faire vibrer sur nos colères si facilement étouffées, sur ce qui motive chacun de nos combats.

Y.S.

A cheval sur un tigre

D'après un proverbe chinois, c'est la position impossible. Il y a autant de danger à rester assis qu'à prendre la fuite. Ce symbole, Luigi Comanchini l'a utilisé dans ce film vieux de 15 ans et projeté seulement maintenant sur les écrans français. C'est l'histoire de trois paumés qui s'échappent d'une prison italienne. C'est la misère qui les y a conduits, c'est la misère qui les pousse à se sauver et c'est la misère qui conduira le triste héros à souhaiter finalement son retour dans l'enfer carcéral. Car dehors, depuis leur incarcération, la vie a continué avec son lot quotidien de sacrifices, de difficultés, de peines. La femme du héros, par exemple, laissée dans un complet dénuement a dû, pour ne pas laisser crever de faim ses enfants, se mettre sous la protection d'un travailleur miné par la silicose. Le retour de son mari ne constitue qu'une gêne dans l'équilibre terrible qu'elle a établi pour survivre. Les enfants de l'évadé ne le reconnaissent même plus et bien que d'une intelligence majeure le pauvre hère comprendra très vite que le mieux qu'il a à faire pour les siens est de se laisser dénoncer par eux afin qu'ils touchent la récompense promise par la police.

A cheval sur un tigre c'est la triste épopée des malchanceux qui en arrivent à regretter même d'être venus au monde. Et pourtant Comanchini fait rire. On pense irrésistiblement à Chaplin, mais un Chaplin dans le contexte social mouvementé de l'Italie de ces dernières années. On rit beaucoup de ces victimes d'un capitalisme sans pitié et pourtant une certaine gêne risque de nous prendre à la gorge.

A. TLEMCEN

Librairie

1^o Dossier « A » comme Armes
ERID GERDAN

Le trafic officiel et l'autre
Ceux qui touchent les pots-de-vins
Les complicités politiques

F. 38.00

2^o Dossier « B » comme Barbouzes
P. CHAIROFF

Une France parallèle
Celle des basses œuvres du pouvoir

F. 39.50

3^o Dossier « D » comme Drogue

Le milieu et la politique

Les gros bonnets

Les financiers et les filières en France

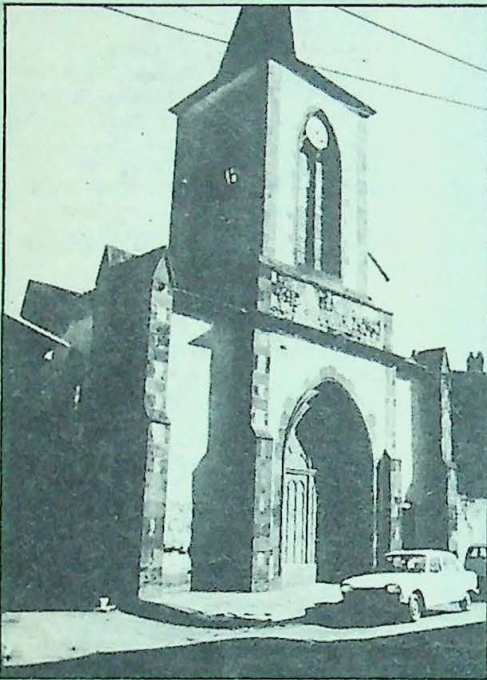
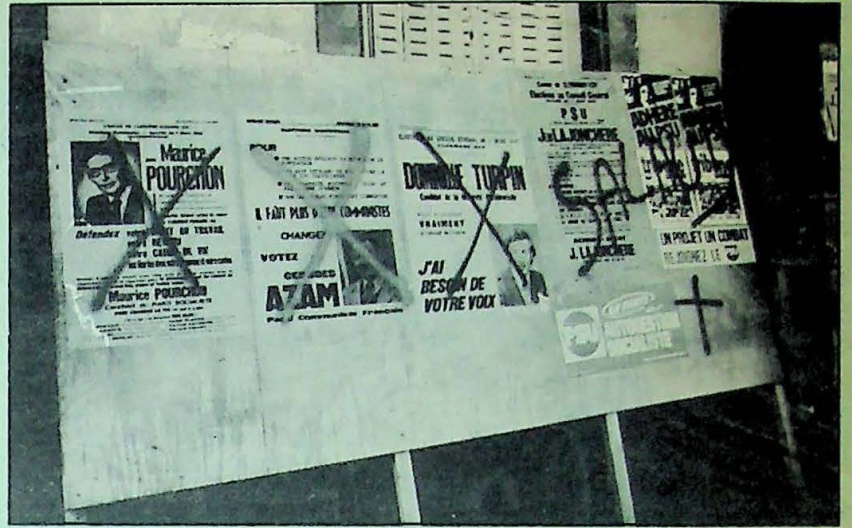
F. 38.00

PRIX REEL

115 F 50

NOTRE PROPOSITION : FRANCO 100 F

Adresser commande et règlement aux Editions Syros, 9 rue Borromée, 75015 Paris - CCP 19 706 28 Paris.



Malintrat, paisible village du Puy-de-Dôme

Un paisible village du Puy-de-Dôme, Malintrat, vient d'être couvert d'inscriptions obscènes par un commando fasciste dans la nuit du 27 au 28 février ; l'église, une quinzaine de maisons ont été badigeonnées par les guérilleros du Christ Roi !

Menaces de mort, injures ordurières, tout cela à l'encontre du prêtre ouvrier Jean Lajonchère, conseiller municipal du village, qui a eu l'insigne audace de tenir tête au patronat local, comme ouvrier à l'entreprise SCPC et représentant de l'union locale CFDT. Qui plus est, Jean vient de se porter candidat PSU dans le canton de Clermont-Est.

En août dernier, alors qu'il apportait son soutien aux camarades de l'entreprise Méraud-Gomez, en lutte, Jean Lajonchère a été sauvagement agressé et blessé par le patron et la maîtrise de cette boîte. Bilan : une semaine d'hôpital, un mois d'arrêt de travail. Les agresseurs portent plainte et c'est la victime qui vient d'être inculpée pour coups et blessures ! Jean Lajonchère a reçu bon nombre de lettres anonymes contenant menaces de mort et insultes. Il vient à son tour de déposer plainte pour menaces de mort et dégradation d'édifices publics et privés...

Gageons que la justice ne mettra guère de bonne volonté à trouver les véritables coupables, mais, devant un tel déferlement de violence fasciste, le bon sens populaire a déjà réagi. Unanime, la population locale témoigne de son indignation. Souhaitons que les organisations de gauche en fassent autant et que, dimanche, les électeurs condamnent les menaces fascistes en votant pour Jean Lajonchère.

